THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1607 | JEUDI 2 MAI 2024 | 20 PAGES €7 $8

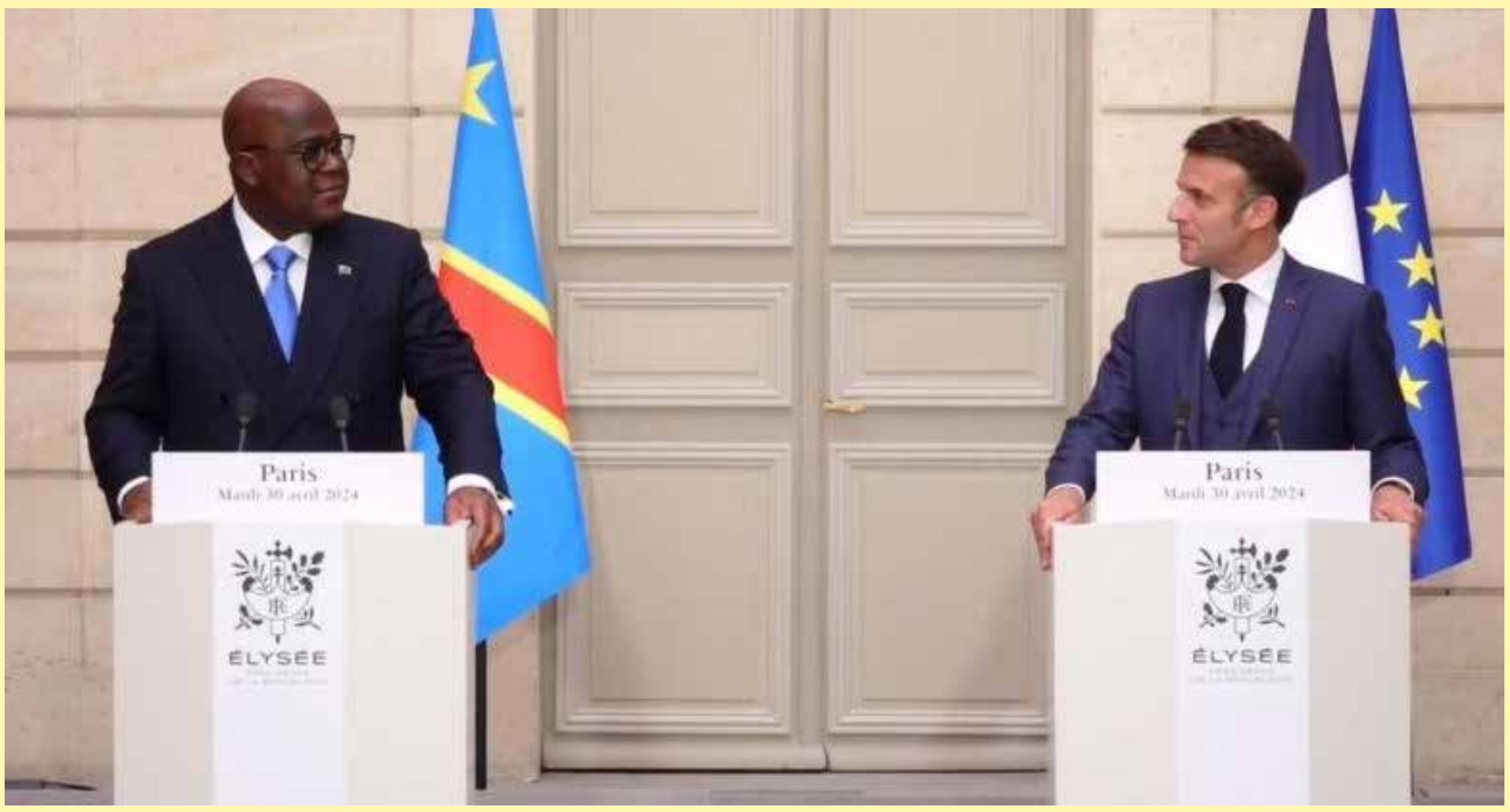
«Rien ne doit être exclu»

Les dirigeants rwandais dans le viseur de l'Occident

À Paris Sur le perron ddu Palais de l'Élysée.

« Rien ne doit être exclu », jamais Macron n'avait poussé aussi loin sur le Rwanda

Son pays est l'un des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité. Mais la France qui siège avec les États-Unis, le Royaume-Uni, la Russie, la Chine, est le pays qui, depuis la nuit des temps, a mission de rédiger les projets de résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies sur la région des Grands lacs africains. Que son président Emmanuel Macron, après l'échange vif du 7 mars 2023 survenu à Kinshasa avec le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo au Palais de la Nation, siège de la présidence de la République, ait pu avoir des mots aussi forts, lors de la conférence de presse commune animée mardi 30 avril 2024 à Paris au palais de l'Élysée avec son homologue congolais en marge de la première visite officielle de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, dénote, le moins que l'on puisse dire, un changement d'attitude de la part des dirigeants français, européens, américains et d'ailleurs. Sur une question comme celle touchant au continent africain et, plus encore, aux Grands Lacs, Paris n'aurait jamais annoncé une telle position sans avoir au préalable harmonisé avec les autres plus grandes capitales, Washington, Berlin, Londres, Bruxelles, etc. Paul Kagame est-il dans le viseur des Occidentaux ?



Les Présidents français et congolais mardi 30 avril 2024 lors de leur conférence de presse commune à l'Élysée. DR.

«Rien ne doit être exclu». Une phrase très forte qui restera à jamais gravée dans la mémoire qui marque un virage. Une phrase qui n'aurait pu être prononcée à la légère par l'homme qui arme l'Ukraine contre la Russie jurant que cette puissance planétaire qui détient l'arme atomique ne pourra pas gagner la guerre face à l'un des tout petits pays dont elle a déjà arraché des territoires.
«Nous n'avons aucune difficulté à pointer les responsabilités. Je vais le dire avec le plus possible de clarté : la France condamne fermement l'action de tous les groupes armés et particulièrement l'offensive du M23 qui doit cesser les combats et se retirer des localités qu'il occupe (...). La France ne transigera jamais sur l'intégrité territoriale et la souveraineté de la République démocratique du Congo. (…). Nous pensons que le dialogue et la recherche de la solution diplomatique et sécuritaire est plus efficace à ce jour. Mais rien ne doit être exclu ».
Contre les dirigeants rwandais, toutes les hypothèses sont désormais sur la table ! Les sanctions certes mais pire, particulièrement, l'arrêt ou la suspension de toute aide. Une perspective que le Rwanda vivant de l'extérieur - un budget de 160 millions de $US en 2024 financé aujourd'hui à 40% par des aides extérieures - ne saurait supporter.
L'étude de Nsengiyumva Samson, un Rwandais de Huye, à Butare, parlait déjà en 2009 d'un « budget de l'État (rwandais) appuyé par l'extérieur à 30%. Cette situation n'octroie pas la liberté dans la planification et le suivi des dépenses publiques ».
Les déclarations publiques d'Emmanuel Macron arrivent fin avril 2024, quand Kigali vit les trente ans du génocide anti-Tutsi que le Secrétaire d'État américain, Antony Blinken reconnaît comme un génocide contre les Tutsis tout en ajoutant à ce génocide - c'est loin d'être anodin - les trois autres ethnies dont le discours public rwandais n'a jamais prononcé le nom, à savoir, les Hutus, les Twa et «autres».

L'ÉTAPE DE LA VÉRITÉ.

«Les États-Unis se tiennent aux côtés du peuple rwandais lors de Kwibuka 30, pour rendre hommage aux victimes du génocide. Nous pleurons les milliers de Tutsi, Hutu et Twa et autres dont la vie a été perdue au cours de 100 jours de violence indicible», a écrit sur son compte X (ex-Tweeter) le chef de la diplomatie américaine.
En diplomatie, chacun mot est pesé, chaque mot a un sens. Rien ne doit, ne peut être négligé. Les mots préparent les terrains, annoncent les actes. Cette évolution dans le choix de mots n'a-t-elle pas un sens dans la nouvelle compréhension américaine de la tragédie des Grands Lacs avec une ethnie majoritaire exclue « à jamais » du pouvoir ?
Kagame qui ne laisse jamais rien passer a compris le message américain. Il y a répondu pris de colère. «Quand il s'agit du jour de la commémoration, qui est le 7 avril, auriez-vous la gentillesse de commémorer avec nous et de vous arrêter là ? Il y a 365 jours dans une année. Donnez-nous ce 7 avril, commémorez avec nous et ensuite, vous pourrez passer les 364 jours restant à nous blâmer pour tout ce que vous n'aimez pas - chez nous», a-t-lancé sans retenue, signe de l'ampleur du choc inattendu.
Kagame dit sa surprise quand « il croyait avoir conclu, il y a dix ans, un accord avec les autorités américaines pour qu'elles ne critiquent pas l'anniversaire du génocide ».
Alors qu'on va sous presses, Le Soft International n'a pas vu une réaction américaine quelconque. Signe que Washington a minimisé cette réplique de Kagame. Cela en dit tout…
L'allié Kagamé des États-Unis et de nombreux dirigeants occidentaux, se conjugue-t-il désormais au passé alors que tous les rapports d'experts neutres dont ceux des Nations Unies sont sans équivoque, documentent avec la plus grande précision, l'implication, la présence des militaires rwandais au Congo, aux côtés de ses alliés du M23-AFC ?
En février, Washington avait exhorté Kigali de retirer ses troupes et ses systèmes de missiles de l'est du Congo, décrivant pour la première fois le M23 comme un groupe rebelle soutenu par le Rwanda. La ministre belge des Affaires étrangères Hadja Lahbib n'en dit pas moins.
Mardi 30 avril 2024, lors de cette conférence de presse commune, Emmanuel Macron a appelé Kigali à « cesser tout soutien » aux rebelles du M23, à «retirer ses forces» du Congo.
Le chef de l'État français a évoqué un «engagement» du président congolais à «mettre fin aux agissements des FDLR», des rebelles hutu rwandais dont la présence depuis 30 ans dans l'est du Congo est dénoncée par Kigali.
«Nous sommes avec plusieurs autres alliés à vos côtés, vous le savez, pour mettre en œuvre cette avancée».
Saluant la médiation angolaise, Macron a souhaité «que d'ici à la fin de l'été, nous puissions avoir des initiatives pleinement conclusives pour sortir de la situation que vous connaissez depuis trop de temps».
Le président congolais a hautement apprécié cette nouvelle posture. «Ce qui a le plus retenu notre attention (lors de cette rencontre, ndlr), c'est l'engagement encore plus grand de la France aux côtés du peuple congolais» pour trouver une issue au conflit avec le Rwanda». Puis : «Le Congo peut compter sur la France, qui sera à (ses) côtés pour trouver » la paix, sentant «une lueur d'espoir pointer à l'horizon».
Puis : «Nous avons été poignardés dans le dos (...) J'ai été payé en monnaie de singe (…). Il ne sera possible de discuter avec le Rwanda qu'une fois que son armée aura quitté le pays ».
Si Kagame invoque un M23-AFC qui se bat pour les droits des Tutsis congolais, nul doute, «enough is enough» (trop c'est trop), rien de tout cela ne paraît plus passer dans les chancelleries.
Les Grands Lacs sont-ils arrivés à l'étape de la vérité ?
Outre la France et les États-Unis, dans le cadre du Conseil de Sécurité dont la mission est de «maintenir la paix et la sécurité internationales, de développer entre les nations des relations amicales, de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux et en encourageant le respect des droits de l'homme, d'être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes», mais dont surtout « le rôle central pour les sujets liés au maintien de la paix et de la sécurité internationales (est) d'imposer des sanctions ou encore autoriser des États à employer la force contre un autre État en cas d'agression», il faut noter l'attitude des deux autres membres permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la Russie et la Chine.
Pays le plus doté au monde en minerais stratégiques ou critiques - cuivre, cobalt, lithium, coltan, germanium, etc., qui contribue à la modernisation et à la mitigation du changement climatique tant réclamé par la terre entière - l'heure a certainement sonné pour que Kinshasa hausse le ton en faisant prendre conscience.
C'est à quoi s'attelle le président congolais en optant pour un discours guère entendu à ce jour très apprécié par les Congolais.
Le 11 décembre 2023, en pleine campagne électorale, lors d'un meeting à Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu, à la frontière du Rwanda, il avait mis en garde Paul Kagame, sous les applaudissements du public, le comparant à Adolf Hitler lui promettant le sort du chef nazi. «Je vais m'adresser au président rwandais Paul Kagame pour lui dire ceci: puisqu'il a voulu se comporter comme Adolf Hitler en ayant des visées expansionnistes (au Congo), je lui promets de finir comme Adolf Hitler».

LE SOFT INTERNATIONAL ■

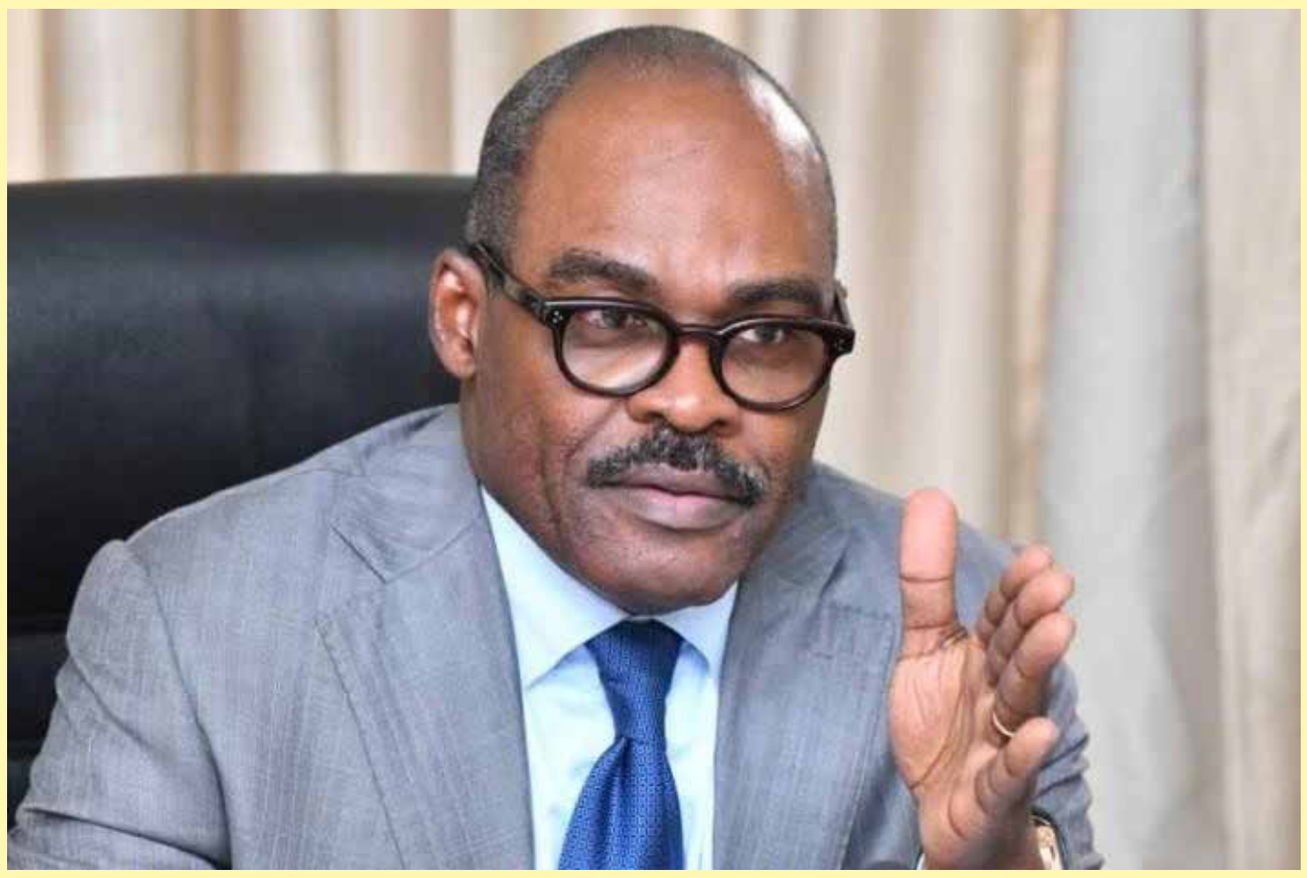
Macron face à Fatshi : «Nous allons très fortement vous appuyer et nous réengager»

Ci-après les déclarations du président français Emmanuel Macron faites mardi 30 mars 2024 lors de la conférence de presse commune animée à Paris au Palais de l'Élysée avec son homologue congolais, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à l'issue de sa première visite officielle en France.

« Monsieur le Président, cher Félix. (...). Je veux d'abord vous redire tout le bonheur que nous avons de vous avoir en France, Monsieur le Président. Je sais que les premiers jours, les premières heures de cette visite se sont magnifiquement passées et d'ailleurs traduisent, je dirai, la complétude de nos relations et de nos ambitions.
Il y a un an, lorsque je me suis rendu à Kinshasa pour ma première visite en République démocratique du Congo, vous m'avez accueilli en ami - je ne l'oublie pas - et ce, jusqu'à Bandal. C'est donc naturellement en ami que j'ai le plaisir de vous recevoir ici à Paris ; car c'est ici Paris, pour cette nouvelle visite - la quatrième depuis que vous êtes chef de l'État, mais la première visite officielle - et je me réjouis de cette visite car elle témoigne de l'attachement qu'il y a entre nos deux pays dans des moments difficiles, il faut bien le dire, que vous vivez.
Monsieur le Président, l'année dernière à Kinshasa, nous avons discuté des pistes de renforcement de ce partenariat bilatéral et je voudrais évoquer tout le chemin parcouru.
D'abord, nous voulons continuer d'accompagner votre développement économique. On l'a évoqué ensemble, nos équipes ont travaillé sur ce sujet, et nous le faisons de manière partenariale, à votre écoute, en réponse à vos besoins, dans trois domaines principaux : l'appui aux métaux critiques, aux villes durables et la transformation numérique. À ce titre, je me réjouis de l'intensification des investissements et des échanges commerciaux entre nos deux pays, le partenariat entre Alstom, Metrokin et AFC, qui sera conclu cet après-midi pour construire un train urbain à Kinshasa. Et nous voulons continuer d'aller de l'avant : nous avons facilité les mécanismes de financement, l'AFD a accru sa présence et continuera de le faire, la Banque publique d'investissement avance aussi avec les entreprises et le développement du secteur privé.
Je sais votre attachement et je veux vous dire ici mon engagement pour aller plus loin sur des grands projets d'infrastructure : les corridors ferroviaires, y compris avec l'Angola, le projet Inga - et j'ai eu tout à l'heure le président de la Banque mondiale qui m'a dit son attachement et, si la France était prête à y aller à votre côté, sa volonté d'avancer sur ce sujet. Et je veux ici vous dire que nous sommes prêts à y aller. Et la volonté de continuer à avancer fortement avec ce que nous avons signé ensemble, c'est-à-dire le travail du BRGM pour cartographier à vos côtés vos ressources minières, et notre volonté ensemble de travailler à une plateforme et un mécanisme de traçabilité de tous les minerais. Et ce mécanisme que vous appelez de vos vœux, c'est celui que nous soutenons, celui qui permet de lutter efficacement contre les trafics pour tous les minéraux critiques, celui, par exemple, comparable au Processus de Kimberley pour le diamant qui existe aujourd'hui. Nous sommes volontaires pour avancer sur cette ligne, comme nous avons commencé à en poser les jalons lors de ma visite de l'année dernière.
Nous souhaitons aussi poursuivre les discussions pour une convention fiscale bilatérale. Nous avons lancé également une communauté Afrique-France entrepreneurs à Kinshasa la semaine dernière pour rapprocher les jeunes entrepreneurs français et congolais. Tout avance et nous voulons donc aller encore plus loin sur le plan économique. Je sais que vos discussions de cet après-midi y contribueront fortement. Deuxièmement, la France déploie son action en appui de la population congolaise. Nous le faisons dans le sillage des actions que vous portez, Monsieur le Président, particulièrement en faveur la jeunesse et des territoires. Depuis 2022, sur un horizon de trois ans, nous avons engagé ensemble pas moins de 500 millions d'euros dans votre pays pour des projets concrets en matière de santé, d'éducation, d'enseignement supérieur et de recherche, de formation professionnelle, d'entrepreneuriat culturel ou encore de sport. Une fois ces engagements respectés, et ils le seront bientôt, je souhaite que nous puissions signer prochainement un nouveau protocole pluriannuel (...).
Troisièmement, la France voit dans la RDC un partenaire clé dans la protection des trésors que nous avons en partage. La forêt du bassin du Congo est l'un des poumons de notre planète. Nous avons lancé, lors de la COP 28 de Dubaï, un partenariat pour les forêts, la nature et le climat, ensemble aux côtés des États-Unis et de l'Allemagne, pour mutualiser les appuis financiers et techniques. Et je me réjouis que votre pays ait accepté de faire de Kinshasa la capitale hôte de la prochaine conférence des parties du partenariat pour les forêts du bassin du Congo, coorganisée avec le Gabon et la France. L'autre trésor que nous avons en partage avec les forêts, c'est la langue. La RDC est le premier pays francophone au monde. (...).
Quatrièmement, nous voulons défendre la consolidation de la souveraineté de votre pays, c'est l'objectif de notre excellente coopération de sécurité et de défense. Le ministre des Armées se rendra donc prochainement dans votre pays sur la base des échanges que nous avons eus pour consolider, en particulier les initiatives en termes de formation, mais aussi capacitaires, que nous pourrions prendre pour renforcer justement cette souveraineté. C'est ce qui s'est manifesté à travers notre soutien à la création d'une école de guerre à Kinshasa, par notre appui à la formation d'une brigade de combat en jungle de votre armée. Cette dynamique, nous voulons la poursuivre. Elle est clé, y compris pour donner une crédibilité à ce partenariat minier et au retour plein et entier de votre souveraineté dans toutes les régions de votre territoire. Et c'est pourquoi nous voulons être à vos côtés pour ces objectifs de défense et de sécurité. Et donc le ministre des Armées fera le suivi dans les prochaines semaines en se rendant à vos côtés. Enfin, votre visite intervient, je l'ai évoqué, dans un contexte particulièrement tragique pour le peuple congolais. Nous en avons évidemment longuement parlé avec le Président à l'instant. La population de l'Est de la RDC souffre depuis maintenant trois décennies des conflits armés, des déplacements de population et des ingérences étrangères. La France continuera à se battre pour qu'elle ne soit pas oubliée et qu'une solution soit trouvée. Et vous recevoir, passer le temps que nous avons passé à parler en détail de ce qui se joue, c'est aussi redire très clairement qu'il ne peut pas y avoir de double standard et que nous, qui défendons l'intégrité territoriale en Europe, nous la défendons aussi sur le continent africain. Dans ce contexte particulièrement douloureux, je veux évidemment réexprimer notre solidarité avec le peuple congolais et rappeler ici la position de la France. D'abord, la France ne transigera jamais sur l'intégrité territoriale et la souveraineté de la RDC. Ensuite, nous n'avons aucune difficulté à pointer les responsabilités. Je vais le dire avec la plus grande clarté possible : la France condamne fermement l'action de tous les groupes armés, et particulièrement l'offensive du M23, qui doit cesser les combats et se retirer de l'ensemble des territoires qu'il occupe. Tous les groupes armés, je dis bien tous, doivent être désarmés progressivement, démobilisés. Et c'est un retour plein et entier à votre souveraineté qui doit s'en suivre. Le Rwanda - je l'ai redit au président Kagame dans un échange récent - doit cesser son soutien au M23 et retirer ses forces du territoire congolais. Je lui ai redit, et je le rappellerai dans les prochains jours. Et l'urgence est à la désescalade. Il est également important, dans le même temps, de lutter contre les discours de haine et l'action des anciens génocidaires du FDLR. Et je veux vous remercier pour les engagements très clairs que vous avez pris, pour à la fois agir de manière très concrète et assumer politiquement la lutte contre les FDLR, et, nous, engager la communauté internationale et les forces onusiennes pour accompagner le processus, évidemment, de DDR, de cette force. Aucune de ces forces n'a quelque légitimité que ce soit. La seule force armée qui peut et doit opérer sur votre territoire, ce sont les forces armées de la RDC. La France salue l'engagement de la RDC à mettre fin aux agissements du FDLR, l'encourage à mettre en œuvre cet engagement, et nous sommes avec plusieurs autres alliés à vos côtés, vous le savez, pour mettre en œuvre cette avancée.
Enfin, la France s'est attachée aux processus diplomatiques régionaux. Nous pensons que la priorité doit être au dialogue et à la recherche d'une solution diplomatique sous l'égide du président angolais Lourenço, et nous soutenons cet agenda. Je souhaite qu'il puisse maintenant porter ses fruits de manière très concrète sur le plan justement des décisions sécuritaires et politiques. Et j'ai dit au président : nous allons très fortement l'appuyer, nous réengager, et je souhaite que d'ici à la fin de l'été, nous puissions avoir des initiatives pleinement conclusives pour sortir de la situation que vous connaissez depuis trop de temps.
Voilà, Monsieur le Président, cher Félix, ce que je souhaitais dire aujourd'hui. Je tiens une nouvelle fois à saluer votre présence, qui est celle d'un ami, du président du plus grand pays francophone au monde, mais aussi du président d'un grand pays d'Afrique où se jouent beaucoup des questions sécuritaires, mais aussi beaucoup des questions de développement économique, naturel, et que nous accompagnons et accompagnerons dans la durée. Vous pouvez compter sur la détermination de la France. Merci beaucoup Président.
(...).
Aux questions de journalistes, réponse : «Sur les sujets mémoriels (...), il y a un exercice inédit, pas simplement de transparence, mais scientifique, qui a été conduit à ma demande. J'ai mandaté le professeur Duclert avec toute une commission d'experts reconnus, indépendants, qui, pendant de longs mois, ont fait un travail sur la base duquel j'ai prononcé le discours de 2021, qui est le seul discours et les seuls mots qui ont autorité en la matière. Il y a ensuite un travail historique et historiographique qui se poursuit, et tout a été mis à disposition avec un dialogue et d'ailleurs même un changement de nos règles à la lumière de ces demandes. Donc, je vous renvoie là aux travaux de la commission Duclert, à mon discours de mai 2021 sur ce sujet. Maintenant, je parle d'avenir. Sur la situation, notre volonté, c'est de la régler d'un point de vue militaire, sécuritaire et d'un point de vue politique, car tout se tient. Et vous avez raison, la situation que connaît l'est de la RDC étant enkystée au fond depuis trois décennies, et certains ont pris des habitudes, il faut bien le dire, et elle suppose d'avoir une réponse à l'égard de tous les groupes armés. C'est pourquoi je veux ici être très clair, puisque vous m'interrogez de manière générique sur la question des sanctions. La France, d'abord, a condamné publiquement les agissements rwandais à l'Est de la RDC, et ce, à plusieurs reprises depuis la fin 2022. Nous avons aussi pris des sanctions : au niveau européen, c'est parce que la France a plaidé justement pour le renforcement du régime en vigueur en décembre 2022 que des mesures restrictives individuelles inédites ont été prises six mois plus tard à l'encontre des groupes armés congolais M23 et FDLR et d'un officier rwandais impliqué sur le terrain, au Nord Kivu. Nous continuerons à explorer cette voie à chaque fois qu'elle sera nécessaire ; on a d'ailleurs parlé très précisément avec le Président de ce sujet. Pour le moment, nous considérons que, d'abord, on continuera à apporter des sanctions comme ça individuelles et ciblées en fonction des évolutions sur le terrain. Notre priorité, elle est à l'action DDR à l'égard de tous les groupes armés, réimplication des forces régionales onusiennes reconnues et acceptées par la RDC sur son sol, et avec un travail et des engagements que nous demandons au Rwanda. Et, ce faisant, nous pensons que le dialogue et la recherche de la solution diplomatique et sécuritaire est plus efficace à ce jour. Mais rien ne doit être exclu et nous ferons tout ce qui est utile à chaque étape, comme nous l'avons fait tous ces derniers mois et ces dernières années».
Sur la situation au Nord-Kivu «pire aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a un an avec le M23 qui a avancé, qui entoure Goma», sur «l'engagement de la France au Rwanda - fortes relations diplomatiques et militaires - peut-elle encore peser sur ce processus qui se porte très mal», réponse : «L'engagement du président Lourenço est une chance pour la sous-région, et je crois vraiment pouvoir le dire pour la RDC aussi, et il le fait avec beaucoup d'engagement, de courage et de ténacité. Et donc, nous soutenons ces efforts, et nous nous coordonnons très étroitement avec ce qui est fait par le président Lourenço. (...)
Le rôle de la France est d'abord d'avoir une voix claire sur la question de la souveraineté territoriale en Afrique. Et je pense que c'est très attendu sur le continent et c'est très attendu pour la crédibilité même de notre action. Je l'ai dit, il n'y a pas de double standard.
Et donc, on ne peut pas dire chaque jour que la souveraineté territoriale en Europe justifie des efforts massifs et notre soutien à l'Ukraine, mais que la souveraineté territoriale de la RDC, ce serait une question secondaire. Non, donc ça, on y tient. (...) Je me fais fort de convaincre d'un retrait en parallèle de leurs forces qui n'ont rien à faire sur le sol congolais. Et si on arrive à réenclencher un tel processus, la confiance se crée. Je suis très prudent, parce que vous avez raison de rappeler que les derniers mois ont plutôt été vers un accroissement des tensions. (...) Ce qui est fait pour reformer, recréer l'unité des forces armées en RDC et reprendre la totalité de la souveraineté du territoire est très important côté congolais».

Interdit de «sortir du pays», le ministre des Finances fait valoir ses droits

Dans une note datée du 27 avril 2024 (réf. 1887/RMP.V/0198/PGCCAS/MVM-MUK/2024) adressée au Directeur Général de la Direction Générale de Migration, DGM en sigle, qui fait le buzz sur les réseaux sociaux congolais et dont parlent les médias au Congo et à l'étranger, le Procureur Général près la Cour de Cassation, Firmin Mvonde Mambu écrit que son office « a ouvert une enquête judiciaire à charge des personnes ci-après: 1. Monsieur Nicolas Kazadi Kadima Nzuji, Ministre des Finances ; 2. Monsieur François Rubota Masumbuko, Ministre d'État au Développement Rural; 3. Monsieur Guy Mikulu Pombo» (ministre honoraire au Développement Rural). La lettre qui a pour objet « interdiction de sortie de Kinshasa et du Territoire national», détaille : «Dans le but d'empêcher que les susnommés accusés d'avoir commis l'infraction de détournement des deniers publics, ne puissent se soustraire des poursuites judiciaires engagées contre eux, je vous enjoins d'instruire tous vos services œuvrant aux postes frontaliers d'interdire ces derniers de sortir de Kinshasa où ils sont tenus de répondre devant l'organe de la loi et du territoire de la République Démocratique du Congo». Puis : « Il y a urgence ».



Le team d'avocats constitué du ministre Kazadi attaque dans la forme la décision qui interdit le ministre des Finances de «sortir» du pays, demande son «annulation de toute urgence». DR.

À la suite de ce correspondance - le ministre des Finances Serge Nicolas Kazadi Kadima Nzuji ayant été dimanche 28 avril empêché à l'aéroport de N'Djili, de prendre l'avion pour se rendre en France en mission dans la suite de la visite officielle du président de la République, le team d'avocats du ministre s'est mis à l'œuvre. Il invoque les moyens de droit pour attaquer, dans sa forme, cette décision qu'il juge «irrégulière, illégale, attentatoire à la liberté individuelle».

«IRRÉGULIÈRE ET ILLÉGALE».

Dans deux notes, en attendant d'autres annoncées et à venir, les juristes du ministre Kazadi invoquent la loi organique n°13/010 datée du 19 février 2013, art. 86 mais aussi le code pénal congolais, art. 124 et 125 et concluent que « cette décision irrégulière et illégale attentatoire à la liberté individuelle (...) doit être annulée de toute urgence».

Ci-après, première note : «1. L'interdiction faite à M. Nicolas Kazadi de quitter le pays par le PG près de la Cour de cassation. Par lettre du 27 avril 2024, le Procureur Général près la Cour de cassation a ordonné au Directeur général des migrations d'interdire à Monsieur Nicolas Kazadi Kadima Nzuji, Ministre des Finances, et à Monsieur François Rubota Masumbuko, Ministre d'État au développement rural, « de sortir de Kinshasa où ils sont tenus de répondre devant l'organe de la loi et du territoire de la République démocratique du Congo» afin de « les empêcher de se soustraire à des poursuites judiciaires engagées contre eux ». Sans qu'il soit nécessaire ici de s'intéresser au fond du dossier argué par le Procureur Général près la Cour de cassation, la lettre du 27 avril 2024 sera qualifiée de mesure coercitive et privative de liberté puisqu'elle restreint la liberté d'aller et venir des deux ministres en exercice susnommés ».

«Le droit applicable. Aux termes de l'article 153 de la Constitution de 2006 modifiée, la Cour de cassation connaît en premier et dernier ressort des infractions commises par les membres du gouvernement autres que le Premier Ministre. La loi organique n°13/010 du 19 février 2013 prise sur le fondement de la Constitution fixe les règles en vertu desquelles le Procureur Général enquête sur les membres du Gouvernement. L'article 83 de cette loi organique précise : Une interdiction manifestement illégale. En l'état des informations portées à notre connaissance, l'Assemblée Nationale n'a autorisé aucune poursuite à l'encontre, notamment, de M. Nicolas Kazadi et n'a autorisé aucune mesure coercitive et privative de liberté à son égard. C'est donc sans aucun fondement légal que le Procureur Général près la Cour de cassation a empêché M. Nicolas Kazadi de quitter le territoire congolais. C'est à tort que le Procureur Général près la Cour de cassation a argué de poursuites judiciaires, inexistantes à défaut de toute autorisation de l'Assemblée Nationale en ce sens. La lettre du 27 avril 2024 constitue ainsi une mesure irrégulière et illégale à l'aune des textes qui régissent les compétences du Procureur Général près la Cour de cassation en qualité d'autorité en charge des enquêtes et de l'action publique à l'égard des infraction reprochés aux ministres dans l'exercice de leur fonction. Elle doit être annulée de toute urgence».

«DES SOLUTIONS À L'IMBROGLIO».

Deuxième note de ces juristes. Elle parle «d'imbroglio» judiciaire et annonce des «solutions» dans la troisième note à venir. Ci-après : «L'illégalité de l'atteinte à la liberté du ministre Nicolas Kazadi décidée par le Procureur Général près la Cour de cassation». « Il a été démontré dans une première note que la lettre du 27 avril 2024 signée par le Procureur Général près la Cour de cassation ordonnant au Directeur Général des Migrations d'interdire à Nicolas Kazadi de «sortir de Kinshasa» et du «territoire du Congo» est constitutive d'une décision irrégulière et illégale attentatoire à la liberté individuelle. En effet, à défaut de réquisitoire antérieur à l'Assemblée Nationale, aucune autorisation n'a été donnée par celle-ci au Procureur Général près la Cour de cassation pour prendre des mesures coercitives et engager des poursuites à l'encontre du ministre Nicolas Kazadi (cf. article 86 de la loi organique n°13/010 du 19 février 2013)».

Puis : « La responsabilité pénale du Procureur Général près la Cour de cassation en question». « De prime abord, deux infractions semblent avoir été commises au détriment du ministre Kazadi. D'une part, le Procureur Général près la Cour de cassation qui n'avait pas le pouvoir d'empêcher M. le ministre Nicolas Kazadi de quitter le territoire a potentiellement commis un acte arbitraire et attentatoire à la liberté d'aller et venir. Or, l'article 180 du Code de procédure pénale congolais dispose : « Tout acte arbitraire et attentatoire aux libertés et aux droits garantis aux particuliers par les lois, décrets, ordonnances et arrêtés, ordonné ou exécuté par un fonctionnaire ou officier public, par un dépositaire ou agent de l'autorité ou de la force publique, sera puni d'une servitude pénale de quinze jours à un an (...) ». D'autre part, le Procureur Général près la Cour de cassation qui savait qu'il n'y avait pas de poursuites engagées à l'encontre du ministre Nicolas Kazadi, a néanmoins écrit dans sa lettre du 27 avril 2024 qu'il importait d'empêcher celui-ci de «se soustraire des poursuites judiciaires engagées» contre lui. Par là, la lettre du 27 avril 2024 constitue un faux intellectuel. Or, les articles 124 et 125 du code pénal congolais disposent respectivement : « Le faux commis en écriture avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire sera puni d'une servitude pénale de six mois à cinq ans (...) ».

« Si le faux a été commis par un fonctionnaire ou agent de l'État, dans l'exercice de ses fonctions, la servitude pénale pourra être portée à dix ans (...) »». «L'enquête judiciaire du Procureur Général près la Cour de Cassation en question».

Puis : «Dans sa lettre du 27 avril 2024, le Procureur Général annonce concomitamment l'ouverture d'une enquête et des poursuites judiciaires contre M. Nicolas Kazadi. Ici se pose la crédibilité d'une enquête dont la conclusion est écrite d'avance. Dans une troisième note à suivre, les solutions à cet imbroglio seront envisagées».

D. DADEI ■

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

LE SOFT THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER
international
SINCE 1989

La place du Congo dans la transition d'un ordre unipolaire vers un ordre multipolaire

par Albert Muluma Munanga,
Sociologue, Professeur Ordinaire, Doyen honoraire à l'Unikin.

Examinons la question épistémologique liée à la géopolitique.Qu'est-ce que la géopolitique aujourd'hui? La réforme est moins aisée au moment où les frontières physiques sont remises en cause du fait de la mondialisation, mais également au moment où sont réévalués les frontières disciplinaires. L'élection de Donald Trump a-t-elle constitué un fait politique national américain ou un événement mondial? L'affirmation du pouvoir du Président Xi Jinping, la Perestroïka ou la fin de l'Apartheid en Afrique du Sud sont-ils des événements nationaux ou ayant un impact stratégique mondial?

L'accent mis sur le terme «géopolitique» a eu le mérite de remettre en perspective les facteurs géopolitiques. Ils ne doivent cependant pas entraîner un certain «déterminisme».
Pendant longtemps, les relations internationales ont été réduites à des relations inter-étatiques. Il est aujourd'hui admis que ce terme est trop réducteur. Ben Laden, Google, FIFA, Amnesty International, sociétés civiles ne sont pas des États; leurs actions ont eu ou ont cependant un poids réel sur la scène internationale. Pour comprendre le monde aujourd'hui, il faut faire appel à l'histoire, à la géographie, à la sociologie, au droit, à l'économie, à la science politique, à l'anthropologie, etc. Le terme «géopolitique» est entré dans le langage courant, il est de plus en plus utilisé en lieu et place de «relations internationales».
Disons que, la géopolitique est une façon d'éclairer le monde en analysant les rapports de forces entre les différents acteurs. Pour Pierre Marie Gallois (1911-2010), la géopolitique c'est l'étude des relations qui existent entre la conduite d'une politique de puissance portée sur le plan international et le cadre géographique dans lequel elle s'exerce.
Pour Ladis K.D. Kristof (1918-2010), la géopolitique se concentre sur les phénomènes politiques pour en donner une interprétation géographique et étudie les aspects géographiques de ces phénomènes. Donc, la géopolitique c'est la combinaison de la science politique et de la géographie.
Le philosophe grec Aristote (384 avant J.C.) estimait que l'environnement naturel avait un impact sur le caractère humain des citoyens et sur les nécessités militaires et économiques d'un État idéal. Pour lui, le climat et le caractère national étaient très liés, l'hétérogénéité d'un territoire nourrissait celle de la population et empêchait l'unité et la paix dans le pays.
L'économiste français Jean Bodin (1529-1596) développa également des théories climatiques dans son ouvrage «La République».
Enfin, la géopolitique fait désormais partie de notre quotidien. Aujourd'hui, chacun a besoin d'une culture géopolitique dans l'exercice de ses responsabilités professionnelles. Et, tout citoyen qui veut comprendre le milieu dans lequel il vit doit avoir un minimum de grille de lecture géopolitique.
Comme l'Internet, l'anglais, la géopolitique est devenue indispensable pour se mouvoir dans un monde globalisé.
Notre intervention a comme l'hypothèse ci-après : « Les nations sont des corporations économiques qui se battent pour la victoire, la puissance, l'hégémonie ».
Selon l'Américain Alfred Mahan (1840-1914), fils d'un professeur de tactique militaire, « la politique est avant tout l'expression de rapports de forces ».
Les unités sociales entretiennent des relations de concurrence qui provoquent nécessairement des luttes et des conflits.
Les relations internationales peuvent s'étudier en termes de stratégie et de tactique. Chaque nation peut perdre ou gagner selon les choix qu'elle fait. Il n'y a pas pour elle de substitut à la force et le concept de droit international est donc illusoire. Ce dernier est d'ailleurs régulé par la force elle-même. La guerre peut être moralement justifiée en l'absence de toute autorité internationale sur la base de l'exercice de vérités morales.
Il est illusoire de croire à l'absence des conflits dans ce monde en mutation idéologique. Les divergences idéologiques favorisent la création des blocs, de clivages, des conflits, des divisions à travers le monde.
Chaque bloc idéologique se construit autour d'une puissance, d'un système économique, d'une organisation politique et d'une alliance militaire.
Par ailleurs, les théories de fin de l'histoire ou de nouvel ordre mondial ont rapidement été balayées par les réalités géopolitiques.
Si la compétition Est-Ouest a été le principal clivage de la IIème moitié du XXème siècle, sa fin ne signifiait pas la fin des guerres sur la surface de la planète.
La compétition soviético-américaine ne se réduisait pas à une rivalité géopolitique classique. Les causes de conflits sont diverses : elles peuvent être territoriales, économiques, être l'effet d'une lutte pour l'accès à l'énergie, à l'eau, aux matières premières ou pour le contrôle des populations, des flux migratoires, être le fruit d'une escalade mal maîtrisée. Elles sont toujours prégnantes et ne sont pas près de disparaître. Dans le cadre de l'hégémonie, les États-Unis d'Amérique ont toujours montré leur suprématie en tant que première puissance mondiale. Ce fut le seul pays qui, grâce à sa situation géographique, sortit de la guerre plus puissant qu'il n'y était entré.

SUPRÉMATIE AMÉRICAINE.

Le chercheur américain Alfred Mahan (1840-1914) a affirmé que la politique est avant tout l'expression de rapports de force. Les unités sociales entretiennent des relations de concurrence qui provoquent nécessairement des luttes et des conflits. Le même chercheur déclarait que « je suis un impérialiste, simplement parce que je ne suis pas isolationniste ». Pour lui, la providence doit enseigner aux grandes puissances navales d'user de leur pouvoir à des fins légitimes. La politique expansionniste de Théodore Roosevelt (États-Unis, 1859-1919) sera légitimée par les écrits de Mahan. Il croit en la supériorité de la civilisation occidentale.
Il estime que la position géographique des États-Unis protège de la guerre mais que la meilleure dissuasion consiste dans les navires qui pourraient s'attaquer aux bateaux de commerce ennemis.
Il préconise une alliance avec l'Angleterre au nom des idéaux communs.
Pour lui, le pouvoir maritime est la clé du commerce et de la compétition économique. La puissance américaine est multiforme : stratégique et économique. Les États-Unis doivent contrôler le canal de Panama, de même que les Britanniques contrôlent le Channel, afin de permettre à la côte atlantique d'être compétitive face à l'Europe, en réduisant les distances pour les marchés asiatiques. (son livre majeur est l'influence de la puissance maritime à travers l'histoire, 1660-1783.
Après avoir dominé le monde dans la seconde moitié du XXe siècle, les **E**tats-Unis ont été confrontés à la montée en puissance de leurs concurrents et à la multipolarisation du monde. La croyance en l'existence de l'hyperpuissance américaine avait conduit George W. Bush à mener des politiques unilatérales, dont la guerre d'Irak en 2003 fut l'exemple le plus abouti, et qui ont accéléré l'affaiblissement relatif des **E**tats-Unis. Barack Obama a intégré la multipolarisation du monde et la fin de la suprématie américaine. Joe Biden a restauré un leadership américain plus consensuel, en rétablissant les liens abîmés avec les alliés européens et asiatiques et en réintroduisant les États-Unis dans le jeu multilatéral.
Les États-Unis ont pris le leadership mondial au sortir de la guerre froide, avant d'entrer en concurrence avec l'Union Soviétique.
L'effondrement de cette dernière crée l'illusion de l'émergence d'un monde unipolaire, dominé par les seuls États-Unis. Mais la mondialisation et l'émergence d'autres puissances, ainsi que la diversification des formes de la puissance va faire voler en éclats cette théorie. Les années 1990 ont été vues comme une américanisation de la planète.
Le monde occidental a perdu le monopole de la puissance dont il bénéficiait depuis cinq siècles. Entre le Ve et le Xe siècle, l'Europe a été le lieu de passage de nombreuses invasions ou migrations. Elle connaît une première expansion avec les croisades en orient de 1095 à 1291.
La domination européenne est en grande partie due à l'émulation que suscite la concurrence et la fragmentation politique du continent.
À la veille de la 1ère Guerre mondiale, Français et Britanniques sont tous deux à la tête d'un empire global. Belges, portugais, espagnols, Allemands et Néerlandais disposent également des possessions coloniales. Les Européens dominent le monde qu'ils se sont partagés au nom de leur mission civilisatrice.
La IIème Guerre mondiale sera la fin définitive de la domination européenne du monde. L'Europe n'est plus le centre du monde, mais l'enjeu de la compétition soviéto-américaine.
Les empires coloniaux sont ébranlés et vont rapidement s'effondre. Les États-Unis prennent cependant le relais du leadership international, toujours exercé au nom du monde occidental. La concurrence soviétique existe, mais n'est pas de nature à renverser cette suprématie. Aujourd'hui, l'europessimisme ou euroscepticisme est plutôt de mise. De nombreux pays européens restent frappés par le chômage de masse et marqués par un immobilisme qui tranche avec le dynamisme des pays émergents. L'avenir de l'Euro a même été mis en cause en 2012 et, spectaculairement, les citoyens du Royaume-Uni ont choisi, par référendum le 23 juin 201, de quitter l'Union Européenne, le Brexit est définitivement acté en janvier 2020.
En conclusion, grâce aux grandes découvertes et aux révolutions techniques, mais aussi poussées par leurs rivalités, les puissances européennes ont dominé le monde. Les deux guerres mondiales les ont affaiblies,

(suite en page 6).

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

LE SOFT THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER
international
SINCE 1989

Jouer un rôle stratégique majeur n'a de lien ni avec l'importance du territoire ni avec la démographie

(suite de la page 5).

mais les États-Unis ont pris le relais. L'émergence d'autres puissances provoque la fin de la suprématie absolue du monde occidental. La pandémie de Covid-19 qui les a surpris et gravement touchés, a contribué à dissiper l'idée d'une supériorité des pays occidentaux. La guerre en Ukraine souligne davantage leur isolement.

PAYS ÉMERGENTS-BRICS.

Initialement, le rapprochement de quatre pays aux vastes territoires, BRICS : Brésil, Russie, Inde et Chine, auxquels s'est intégrée l'Afrique du Sud en 2011.

Lors XVème Sommet des BRICS tenu à Johannesburg en août 2023, le groupe s'est élargi. Au 1er janvier 2024, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabe Unis ont intégré officiellement le groupe. Les BRICS sont constitués des pays non occidentaux. Ces derniers ne demandent pas la permission aux pays occidentaux pour se développer. Ils le font par eux-mêmes. Ils n'acceptent plus que le monde occidental fixe seul, au nom de l'intérêt commun ou de l'universalité de ses valeurs, l'agenda et les règles internationales. Le monde occidental, habitué à diriger la manœuvre depuis plusieurs siècles, connaît donc une profonde remise en cause et doit faire face à une situation inconnue. Les BRICS souhaitent « un ordre mondial multipolaire plus démocratique et plus juste, fondé sur l'application du droit international, l'égalité, le respect mutuel, la coopération, l'action coordonnée et la prise de décision collective de tous les États. Il est temps que le Congo-RDC qui regorge d'importantes ressources naturelles et dont le territoire est le 2e plus grand pays en Afrique postule son adhésion.

Dans sa définition classique, la puissance était caractérisée par la capacité d'un acteur ou d'un pays à pouvoir imposer sa volonté aux autres ou à modifier leur volonté en fonction de ses propres intérêts. L'intérêt c'est un rapport de forces au sens classique du terme, o le plus faible doit céder face au plus puissant. La puissance était avant déterminée par la taille de l'armée, du territoire, de l'économie, de la richesse disponible, l'importance des matières premières dont le sous-sol est riche, etc. La conquête territoriale, source de puissance supplémentaire, de sécurité élargie et de futurs revenus, était l'objectif principal.

La configuration géopolitique-façade maritime, enclavement terrestre, position insulaire, contrôle des voies de passage-était un élément primordial.

Ces critères peuvent être, en fait, à double détente. Un territoire trop grand que l'on parvient pas à contrôler, est une source d'inquiétude potentielle et donc d'affaiblissement actif. Une population trop nombreuse à laquelle on ne peut offrir des débouchés peut être un facteur de déstabilisation sociale. De même que l'éducation d'une population est un facteur de puissance, mais si les jeunes diplômés universitaires sont en chômage perpétuel, ils deviennent malléables à toute tentative de déstabilisation sociale. Un pays riche qui n'aurait pas le moyen de se défendre serait soumis, soit aux appétits extérieurs, soit à un protecteur (c'est le cas du Koweït, cible facile pour l'Irak et qui depuis doit vivre sous protection américaine).

La possession des matières premières constitue un atout, mais peut également transformer en cible des appétits intérieurs ou extérieurs. **A** l'inverse, le fait d'en être dépourvus n'a pas empêché, ou peut-être, a contraint le Japon et la Corée du Sud à se lancer dans une course technologique (la résilience).

Un pays puissant militairement, mais dont l'économie est faible est menacé d'implosion (URSS), une société multiethnique peut être une source de rayonnement extérieur (États-Unis) ou bien de conflits internes (Yougoslavie).

Un pays dont le territoire est très réduit ou la population peu nombreuse, peut jouer un rôle stratégique majeur (Israël, Cuba, Vatican) ou bien avoir un rayonnement sans commune mesure avec sa taille. (Qatar : Al Jazzera, Coupe du monde du football 2022). La puissance devient plus multiforme, plus diffuse, mis fondée sur la coercition que sur la conviction et l'influence. L'heure des conquêtes territoriales est terminée, c'est désormais l'attractivité du territoire (par rapport aux investisseurs étrangers, aux touristes) qui importe. La cohésion nationale et l'équilibre interne d'une société prennent une importance croissante.

Pour Machiavel, il était plus important d'être craint que d'être aimé. La peur suscitée faisait partie du rapport de forces. Si le fait d'être redouté est toujours un élément de la puissance, aujourd'hui l'image, la popularité, l'attractivité en sont également une dimension importante, d'autant plus que les opinions publiques sont de plus en plus informées et éduquées et qu'on a assisté au niveau mondial à l'émergence des sociétés civiles.

L'intégration artificielle et plus largement les nouvelles technologies de l'information et de la communication prennent une place de plus en plus importante dans la définition de la puissance. Ce qui est évident, c'est que les relations internationales restent déterminées par les rapports de force. La puissance peut avoir changé de sens et les critères peuvent évoluer, ils restent l'élément central de la vie internationale.

Joseph Nye, ancien doyen de la Kennedy School of Government de l'Université de Havard et Secrétaire adjoint à la Défense du Président Clinton, définit la puissance moderne comme la capacité d'obtenir un résultat donné et si possible d'altérer dans ce sens le comportement des autres.

Nye recense les éléments classiques de la puissance. Il s'agit de la population, du territoire, de la puissance économique et la force militaire qui doivent cependant être intelligemment utilisés. Le pouvoir de contraindre reste une réalité et il faut trouver un équilibre entre Soft et Hard power.

Le soft power ou puissance douce qui est une forme indirecte, mais extrêmement efficace, d'exercice de la puissance. C'est le pouvoir d'influence, la capacité d'attraction dont peut bénéficier un pays.

Le soft power permet d'exercer une influence politique, de faciliter la conquête des marchés, etc.

Si une nation parvient à persuader une autre que leurs intérêts sont communs, elle parviendra beaucoup plus facilement et plus durablement à la faire adhérer à sa politique que si elle veut obtenir ce même résultat par la contrainte. Pour les Etats-Unis d'Amérique par exemple, les valeurs de liberté et de prospérité, de sociétés ouvertes, de mobilité sociale sont extrêmement attrayantes en dehors du territoire américain. Des universités américaines attirent une grande partie des élites mondiales qui reviendront chez eux avec des a priori favorables aux États-Unis. La suprématie dans la culture de masse confère également aux États-Unis des avantages certains.

Le soft power permet d'exercer un leadership très développé. Il bénéficie du soutien d'une grande partie de l'opinion publique occidentale, de vedettes de Hollywood qui fabriquent du rêve, mais aussi de l'influence, par exportation mondiale des standards culturels. La Qatar est un pays, mais le succès de sa chaîne de télévision Al-Jazzera et ses investissements et implications dans le secteur sportif lui offrent un statut international important. Le hard power, c'est la puissance historiquement manifestée militairement pour la guerre et la conquête. C'est le pouvoir de contrainte. Joseph Nye reconnaît que la puissance militaire procure aux États-Unis d'Amérique des avantages au Proche-Orient et en Asie ; les formes classiques de la puissance permettant d'édicter des règles de jeu favorables : le classique hard power en puissance dure.

Le hard power fut indubitablement en faveur des américains en Afghanistan comme en Irak, mais leur manque de soft power dans ces pays les a fragilisés au plus au point.

En résumé, la puissance revêt des formes diversifiées. À côté des critères classiques (armée, économie) sont apparus des critères plus subjectifs (image, attractivité). La puissance dure (hard power) ou pouvoir de contrainte ne suffit plus aujourd'hui pour être une grande puissance. Le pouvoir d'influence (soft power) est tout aussi nécessaire.

Mais pour être une véritable grande puissance, il faut pouvoir jouer sur les deux tableaux, il faut trouver un équilibre entre soft et hard power. La puissance reste au cœur de la vie internationale.

QUELLE PLACE POUR LA RDC?

La réponse n'est pas aisée au regard de la situation géopolitique, celle envisagée ici comme l'impact du milieu géographique et l'environnement politique du pays. Il faudra d'abord retenir qu'aucun État au monde ne peut vivre en autarcie, bien que la Chine de Mao l'avait vécu. Cependant, le philosophe grec Aristote estimait qu'un État qui pouvait se permettre une autarcie bénéficiaire d'une protection non seulement contre une attaque militaire mais également contre des influences indésirables. Pour lui, les idées révolutionnaires extérieures pouvaient déstabiliser un régime.

Évidemment, il faut contextualiser les propos d'Aristote et les situer dans une période bien précise. La réalité géopolitique du moment a changé les données. Le Congo-RDC est un pays souverain. Cette souveraineté n'est pas négociable. Mais il y a plusieurs défis à relever pour le Congo : défis de la paix et l'intégrité nationale; défis de l'homme congolais; défis des valeurs morales et culturelles; défis de la formation d'une personnalité de base ; défis du développement national ; défis de l'éducation, de la recherche scientifique et technologique, etc.

Devant ces défis, que faire pour répondre au rendez-vous du «donner et du recevoir» à la suite de Léopold Sédar Senghor, ancien Président du Sénégal ?

La place du Congo comme puissance en Afrique et au monde peut être une réalité dans le dynamisme créatif de son peuple ainsi que dans son positionnement en Afrique centrale et sa participation aux résolutions des questions majeures liées à la diplomatie, à la crise environnementale, à la migration de la population, aux questions économiques et socio-culturelles (sports et loisirs), aux questions sécuritaires. L'intelligence congolaise doit agir et s'affirmer face au pessimisme congolais pour que le pays participe loyalement et dignement au progrès africain et mondial à l'échange économique, social, politique, culturel.

Les Congolais doivent dresser leurs fronts longtemps courbés pour mettre fin à la distraction.

La faillite étatique peut se caractériser par une diversité de symptômes : pression démographique, violences communautaires, émigrations chroniques et soutenues, inégalités de développement, déclin économique, criminalisation, détérioration des services publics non-respect des droits de l'homme ou interventions d'autres puissances.

Pour être puissant et pays émergent, le Congo doit s'organiser à l'interne.

La force d'un pays doit commencer à l'intérieur de son territoire par des actions d'envergure, de génie dans les divers domaines : économie, social, politique, culturel, technique, etc. Il ne suffit pas d'être fort sur le plan de ces domaines cités. Il faut surtout former la conscience collective. Il faut changer mentalement les Congolais. Il faut changer les schèmes de comportement : allier la science à la conscience. Toute la dynamique qui conduit au nouveau destin congolais doit permettre de créer de nouvelles logiques sociales, morales, économiques, politiques, culturelles afin de changer l'ordre des choses.

Le problème du Congo, c'est l'homme congolais qui doit changer mentalement et spirituellement. En effet, le Congo doit participer en faveur d'une marche progressive vers la mondialisation qui prône le multilatéralisme.

Dans un monde globalisé, le multilatéralisme est plus une nécessité qu'un choix.

Les grands défis qui se posent à l'humanité ne peuvent pas être résolus unilatéralement, mais par un effort commun et concerté.

Pour parvenir, la seule voie possible nous semble-t-il, la valorisation des ressources humaines à travers la formation morale et éthique capable de donner une élite intellectuelle engagée pour la cause noble de la République. Celle-ci doit être constituées des hommes et des femmes décomplexées ayant des capacités créatives variées aux valeurs socio-économiques, culturelles et techniques.

L'élite congolaise doit recouvrer sa vraie face qui l'inciterait à participer positivement au monde sans complexe en faveur des équilibres sociaux fondamentaux de l'humanité.

Une chose est vraie, d'après le proverbe africain « un peuple sans culture, c'est un homme sans parole» (...).

par professeur
ALBERT MULUMA MUNANGA ■

« Transition d'un ordre mondial unipolaire vers un monde multipolaire. Enjeux et défis géopolitiques pour la RDC », publié dans la Revue Congo-Afrique, Kinshasa, n°579.

De Mobutu à Tshisekedi

Une histoire du Congo

par Tryphon Kin-kiey Mulumba

Avait-il un cœur d'artichaut? Qui ne connaît Ngundu Koyi n'est pas du pays Mbala de Masimanimba. Ngundu Koyi ou Ngundu Sala Koyi, ce territoire du lion ! Pas une chèvre n'y allait brouter l'herbe sans se trouver face au félin ! Pas un membre de la gent féminine ne pouvait lui résister sur son territoire !

Le système électoral congolais se trouve au cœur d'un débat récurrent. DR.

Longtemps, j'ai abhorré ce surnom donné à mon père par la contrée.
Il semble qu'au gré de nos déplacements dans les secteurs de Kitoy et de Mokamo, Joseph Kinkiey « Ngundu Koyi/Ngundu Sala Koyi » fit des conquêtes tant il fascinait ! Avait-il un cœur d'artichaut ?
À mon père, je ne connaissais que deux épouses. Originaire du village de Kindundu dans le secteur de Kitoy, Marie-Louise Ngamaboko est ma mère. Deuxième de ses enfants, je compte Charlotte, ma sœur aînée et Jean, mon frère cadet. Je compte des petites sœurs, Josée, Claire, Sophie, Léonie, Bébé. Je compte deux demi-sœurs, Jacqueline et Valentine et un demi-frère Grégoire, l'aîné de trois garçons. Je suis le deuxième de ces garçons. Nous avons grandi dans une famille fusionnelle.
Les deux épouses de mon père s'entendent comme larrons en foire. Marie-Louise appelle « Ya » (aîné/e en langue Mbala) l'autre épouse issue du village de mon père, Pukusu, dans le Mokamo.
Si mon père choisit Marie-Louise comme celle avec qui il achève sa vie, les enfants nés du premier lit restent à la maison.
Au fond, je ne me souviens pas avoir assisté à une montée de fièvre chez nous.
Joseph Kinkiey est agent à la C.K.É, la Compagnie du Kasaï et de l'Équateur, une société belge qui produit et exporte de l'huile de palme. Sur la noix cueillie dans des palmeraies quand des villageois montent par une corde sur le long tronc lisse de l'Elaeis d'où ils détachent le régime de fruits, les Belges s'appliquent à construire une toile d'araignée à même de démarrer le développement.
En ces années-là, Kitoy et Mokamo comptent un réseau de transport, des pistes carrossables, des ponts et des bacs, des camions d'évacuation, une flotte de barges, des usines de transformation, des écoles, des centres de santé, des plantations d'élevage, des abattoirs, des chambres froides, des magasins de commerce général, etc. Si les contraintes, les abus, les conflits fonciers sont légion, le palmier à huile fait de la C.K.É la Gécamines du pays Mbala. Sur le continent africain, le Congo est alors le premier exportateur d'huile de palme et, au monde, le deuxième après les Indes.
Ngundu Koyi/Ngundu Sala Koyi est chef magasinier à la C.K.É. Il est rare qu'en deux ans, mon père ne quitte pas un centre commercial pour un autre. Si ce perpétuel tour dans la contrée ne facilite pas la scolarité des enfants, il assoit la famille dans l'imaginaire collectif. Nul doute, mon parcours à venir tire profit de ce nom que je porte : Tryphon Kin-kiey Mulumba, fils de magasinier.
Mes amis me regardent avec envie. Ils croient que chez nous, on ne meurt jamais de faim ; que la sardine et le bœuf en conserve, la morue séchée et la sauce tomate, des aliments à succès des chaînes alimentaires belge, grecque et portugaise, qui font défaut dans d'autres maisons, sont à notre portée. À dire vrai, cette posture est loin d'être fausse.
C'est le lieu de dire ma pleine reconnaissance à mon père Joseph et à mère Marie-Louise.

JE SUIS FILS DE MASIMANIMBA.

Je suis né à un poste C.K.É, la Compagnie du Kasaï et de l'Équateur, juché sur la colline qui surplombe Moshi, la rivière qui sépare Kindambi de Kindundu. Un 4 septembre ? Tout jeune, j'ai retrouvé une carte de naissance tellement abîmée. Et j'ai pris acte.
C'est à Kindambi, dans le territoire de Masimanimba familièrement appelé Masi que Joseph fait connaissance de Marie-Louise qui deviendra sa compagne de vie. Grand-mère Gona n'a eu de cesse de me raconter certains soirs quand il m'arriva de passer des vacances chez elle, comment elle s'enflamma à la vue de cet étranger à la peau claire et à la voix de baryton et comment elle flancha quand il lui demanda si elle accepterait de devenir sa belle-mère. Grand-mère n'a que des belles histoires sur ce bel homme venu d'ailleurs…
Hélas ! Kindambi, peu à peu, disparaît de la carte.
Aujourd'hui, en me rendant à la cité de Kitoy, le chef-lieu du secteur du même nom, je m'aperçois que les cinq ou six maisons de paille restées en place se vident chaque jour de leur population. C'est toujours quatre ou cinq femmes couvertes d'un pâle pagne portant chacune un bébé et une multitude d'enfants de même taille qui accourent vers mon véhicule à chaque fois que je passe. En chants et danses, ils scandent sans arrêt « Kinkieyi, Kinkieyi, Kinkieyi, Kinkieyi, Kinkieyi, Kinkieyi ». Une façon de me dire que je suis l'un des leurs ? Un geste de reconnaissance qui m'émeut et qui fait que je ne peux passer sans m'arrêter. Je me demande toujours si ces enfants savent qui je suis ou s'ils savent que je suis aussi de ce village tombé en ruines et si leur chant n'est pas une interpellation.
Marie-Louise Ngamaboko est issue d'une grande famille unie.
S'il arrive que le bon vivant Joseph Kinkiey se déleste de ses charges de père, sœurs, frères, cousins, cousines de ma mère et ma grand-mère me prennent en charge. Ils sont tellement nombreux. Je n'oublierai jamais et je me rappelerais à jamais Ma Miyambi, Ma Nsiasa, Ma Membila, Ma Suzanne, Ngwashi Kabemba, Ngwashi Martin, Ngwashi Mubalu, Ngwashi Munyonga, etc., des personnes que j'ai tant aimées. Au fond, je dois aussi ma réussite à cette fratrie. A-t-elle senti, dès le départ, que je serais la chance de la famille ? À tour de rôle, chacun m'accueille chez lui et s'assure que rien ne me manque. Je suis accueilli dans chacune de ces familles comme membre à part entière. Je leur dois vraiment toute ma reconnaissance. Ngwashi Martin va jusqu'à extraire de sa valise ses plus belles chemises pour me les offrir.
Malgré nos fréquents déplacements, je sais, à chaque instant, où je me rendrais en congé de Pâques ou à celui de Noël et où j'irais passer les grandes vacances. Au rythme de ces mutations, j'ai bourlingué à Kalonda, Saka, Kitoy, Mokamo, Yasa, etc., dans ce pays Mbala, Yansi, Ngongo, Songo, Wungana, Suku, etc.
Mais, au fond, j'avoue être un produit de la Congrégation des Frères Joséphites de la mission catholique de Kinzambi, dont le siège est à Kinzambi à un jet de pierre de Kikwit, la grande ville du Kwilu. Une Congrégation fondée le 24 septembre 1937 par un missionnaire jésuite belge, le père Joseph Guffens.
C'est à l'ISMY, l'Institut Sainte Marie de Yasa, une école des Frères Joséphites dans le territoire de Masimanimba, que je débute mes années de secondaire. À la lisière d'un bois, nos dortoirs ressemblent à d'immenses hangars. À la tombée de la nuit, à 19:00' précises, dans les années 1960, un frère joséphite donnait un coup de sifflet.
Moment de tout arrêter pour nous rendre dans nos dortoirs et nous coucher sur des nattes de raphia posées sur un sol de ciment mais pas avant de nous être mis à genoux et de faire une prière à haute voix implorant le Seigneur Dieu afin qu'il donne la mort au premier ministre du pays Patrice-Émery Lumumba !
Jeunes à l'école catholique dans ce pays de l'artiste-chanteur Baudouin Mavula, sans que personne ne nous dise rien, nous étions convaincus que Patrice-Émery Lumumba était le diable que Dieu devrait punir sans attendre. La crise dans la capitale Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa) bat son plein.
Proclamée le 30 juin 1960, l'Indépendance tourne au cauchemar. Le premier ministre a outragé la Belgique. Au siège du parlement, à Léopoldville, devant le roi des Belges Baudouin 1er, Patrice Lumumba venait de prononcer un discours au vitriol non inscrit au programme. (…).
Face à cet incident majeur, le clergé catholique a choisi son camp. En pleine guerre froide, présenté comme un pro-communiste, Patrice Lumumba est pour l'Occident l'homme à abattre. Invité à Washington, l'administration américaine lui propose un appui politique contre un appel aux firmes américaines mais Lumumba repousse l'offre. Le Premier ministre veut voir les Congolais bénéficier des richesses de leur pays. « Un manque flagrant de coopération faisant de lui un électron libre à éliminer », écrit Arnaud Zacharie. (…).
Le 5 septembre 1960, peu après 20:00', le président de la République Joseph Kasavubu annonce à la radio que Lumumba a trahi la tâche qui lui avait été confiée. Le texte a été rédigé par le ministre belge des Affaires étrangères Pierre Wigny. Kasavubu énumère les griefs retenus contre le Premier ministre et en tire les conséquences : « J'ai jugé nécessaire de révoquer immédiatement le gouvernement ».
Kasavubu annonce en même temps avoir révoqué des ministres lumumbistes : Rémy Mwamba, Christophe Gbenye, Anicet Kashamura, Antoine Bolamba, Jacques Lumbala, Antoine Gizenga.
Une heure plus tard coup de théâtre : sur les mêmes ondes, à trois reprises, le Premier ministre révoqué annonce, à son tour, avoir démis le président de ses fonctions. La confusion atteint son comble.
Le 14 septembre, Joseph-Désiré Mobutu, commandant en chef des forces armées nommé par Lumumba, annonce

(Suite en page 8).

Les cinq gagnants des scrutins de 2006

(Suite de la page 7).

que « l'Armée nationale congolaise a décidé de neutraliser le Chef de l'État, les deux gouvernements rivaux en présence ainsi que les deux chambres législatives. Les politiciens pourront ainsi avoir le temps d'essayer de se mettre d'accord afin de mieux servir l'intérêt supérieur du pays ». (...).
Placé à résidence surveillée sous la garde de l'armée de Mobutu et des casques bleus des Nations Unies, Lumumba s'évade en novembre 1960. Il est retrouvé peu après par un hélicoptère de l'armée fourni par les États-Unis. Arrêté, ramené dans la capitale, extradé au Katanga chez ses pires ennemis, il est assassiné le 17 janvier 1961.
Le clergé catholique crie victoire.
Mais à Léopoldville, la crise politique s'intensifie. (...).
Si l'annonce de la mort de Lumumba fragilise le gouvernement à Léopoldville, celui-ci cherche à désamorcer la crise en ouvrant des négociations entre les deux gouvernements, menées en mars à Stanleyville par Cléophas Kamitatu Massamba, un autre originaire du Kwilu, l'un des fondateurs, avec Antoine Gizenga, du parti PSA, le Parti Solidaire Africain. Gizenga accepte les conseils de son frère et regagne Léopoldville. (...).
En 1963, c'est un autre fils du Kwilu, Pierre Mulele qui fait parler de lui dans le pays.
Ancien ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement Lumumba, Mulele est à Stanleyville, de 1961 à 1964, à la tête du gouvernement Gizenga comme premier ministre. À la base de la création d'un Conseil National de Libération, CNL, Mulele lance une rébellion féroce, les Simba, qui fait sombrer le Kwilu dans des massacres. Deux territoires, Idiofa et Gungu, sont particulièrement touchés. Écoles et couvents des religieux chrétiens dévastés, dignitaires catholiques européens égorgés vif.
En juin 1964, la rébellion abat, dans une embuscade, le chef d'état-major de l'armée nationale. Grâce à l'appui de la Belgique et des États-Unis, l'armée

Kitenge yesu, «l'Homme Organe», en tête-à-tête avec le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. DR.

gouvernementale parvient à la vaincre. En septembre 1968, Mulele quitte le Kwilu, se rend au Congo-Brazzaville où il trouve refuge. Mais Mobutu lui tend un piège. Il dépêche son ministre des Affaires étrangères Justin-Marie Bomboko Lokumba is Elenge pour négocier le retour de Mulele en lui promettant l'amnistie générale décrétée dans le pays.
Le 29 septembre, en compagnie du ministre Bomboko, Mulele regagne Léopoldville où il est arrêté le 2 octobre. Un tribunal militaire siégeant à huis clos dans un lieu secret condamne à mort « l'héritier spirituel de Lumumba ». Dans la nuit du 2 au 3 octobre, alors qu'il était toujours vivant, ses tortionnaires lui arrachent les yeux, les oreilles, le nez, les parties génitales, lui amputent les membres et jettent le tout dans le fleuve.
Le Congo-Brazzaville n'avale pas cet épisode. S'ensuit la guerre des ondes. Les relations diplomatiques sont suspendues. Dix ans plus tard, bis repetita. La mère de Mulele et l'un de ses fils sont tués à leur tour. Le Kwilu est dans le viseur de Mobutu. (...)
Le système électoral congolais est au cœur d'un débat récurrent. Mais la classe politique refuse de l'aborder avec franchise. Avec la grande suspicion qui couve, le courage est mauvais conseiller. Quitte à apprêter des dossiers, à les conserver prudemment dans des tiroirs en attendant qu'un jour arrive. Parmi les problèmes qui se posent à notre système électoral, il y a son mode électoral.
Quand un pays fait face à une crise économique et financière systémique, que son budget n'atteint pas les 5 milliards de $US, son système de santé inexistant tout comme ses infrastructures routières et autres, que la pauvreté et la misère sont légion, qu'est-ce qui explique, hormis l'irresponsabilité politique, que le Congo doive consacrer à ses élections des sommes aussi pharaoniques de plus de 1 milliard de $US quand dans la sous-région, des pays disposant d'un budget quatre trois plus élevé à celui du Congo, attribuent quelques millions aux dépenses électorales ? C'est un débat qui aurait dû être mis à l'agenda politique et lancé depuis de longues années. Il aurait réglé nombre d'avatars qui bloquent le pays.
Dans ses meetings populaires légendaires, Mobutu l'aurait abordé et aurait obtenu un consensus. Autres temps autres mœurs ?
Il n'est pas question d'éviter les élections ou d'enterrer la démocratie. Mais si une élection dénote une volonté d'ouverture démocratique, il en faut plus pour la démocratie. La question de fond consiste à éviter que les élections ne viennent compromette le développement.
Si ce modèle de représentation a pris corps à l'étranger et qu'il est imposé à nos pays par les Occidentaux, nos pays ne devraient jamais oublier les réalités de chacun de nos espaces. L'Occident n'est arrivé à la démocratie tant vantée qu'après des guerres, ce qui signifie des contestations, et après des régimes de terreur qui ont permis l'érection de ces pays par la construction des infrastructures. L'image d'un avion au sol en train de faire le taxi a toujours été présente dans mon esprit. Pense-t-on que cet avion peut prendre l'air si, en voulant décoller, les passagers ne restent pas assis, ne se passent pas la ceinture, que certains font irruption dans le cockpit en menaçant le pilote avec une arme ? Nos pays n'y vont-ils pas trop vite dans ce modèle sans s'être assurés le règlement des préalables ? Comment imposer un choix de liberté, d'indépendance qu'implique le vote dans la grande misère, la grande pauvreté ? Comment éviter les avatars auxquels nos pays font face en permamence ? Il faut se demander si ce système imposé de l'extérieur n'est pas en soi un piège à l'essentiel, à savoir, le développement qui permet au peuple de boire, de manger, de circuler, de se soigner, d'envoyer les enfants à l'école, etc.
Autre débat du mode électoral congolais : il porte sur la possibilité pour un candidat indépendant d'obtenir un mandat électif. Nul doute, le principe de liste électorale avec plusieurs noms prenant la course offre un avantage aux partis et aux rassemblements politiques. Les listes des partis et rassemblements multiplient les chances d'obtenir un mandat voire plusieurs mandats alors que celle d'un candidat indépendant ne comporte qu'un seul nom. Du coup, ce candidat doit s'investir plus que les organisations politiques s'il veut rester dans la course et gagner.
Quand le 30 juillet 2006 ont lieu les premiers véritables scrutins du pays, aucun observateur ne donne une chance à un candidat indépendant. Les candidats indépendants avaient même été dissuadés de concourir. Pourtant, ces scrutins verront une soixantaine d'élus dans une assemblée composée de 500 députés.
J'ai en effet toujours pensé que les élections de 2006 ont porté au pouvoir cinq personnalités.
Il y a Jean-Pierre Bemba. Dans l'ex-province de l'Équateur et à Kinshasa, deux fiefs du leader du Mouvement de Libération du Congo créé en 1998, le fait de se réclamer de ce leader fut un plus. Sa rébellion dans la région de l'Équateur où elle avait installé son siège à Gbadolite, menée contre le régime Kabila, avait été perçue généralement positivement dans le pays même si le 24 mai 2007 un mandat d'arrêt international lancé le 16 mai 2007 par la Cour Pénale Internationale de La Haye avait conduit à son arrestation dans sa maison de Waterloo, en Belgique avant qu'un tribunal à La Haye ne le reconnaisse coupable de crimes de guerre (meurtre, viol et pillage) et de crimes contre l'humanité (meurtre et viol) commis en Centrafrique par ses soldats en 2022-2003. Bemba sera condamné à 18 années de prison par la Cour Pénale Internationale avant d'être acquitté le 8 juin 2018. Il aura passé 10 ans derrières les barreaux.
Le deuxième gagnant de ces scrutins fut Étienne Tshisekedi wa Mulumba. Dans le Kasaï, au centre du pays, terre de naissance de l'homme appelé aussi « l'opposant historique », nul autre candidat, de l'opposition ou, encore moins, du pouvoir de Kabila, ne pouvait être élu s'il n'avait été adoubé par « le Sphinx », autre appellation de Étienne Tshisekedi wa Mulumba. Dans certaines circonscriptions du pays, il suffisait « d'avoir été vu avec lui, pendant la campagne », pour engranger des voix.
Le troisième homme est Joseph Kabila Kabange. Dans nombre de fiefs du Sud-Est du pays, dans l'espace swahiliphone, au Kivu et dans le Katanga, se réclamer du président de la République, apportait des voix même si le bilan du pouvoir n'était pas brillant. Chef du plus ancien parti politique du Congo, le Parti Lumumbiste Unifié proche du communisme, créé le 24 août 1964, Antoine Gizenga Fundji a fait élire dans l'ex-Bandundu. Dans des villages profonds du Kwilu, ce compagnon de Patrice Lumumba dont il fut vice-Premier ministre sans fonctions en 1960 et Premier ministre de la République libre du Congo en 1961 avec siège à Stanleyville (aujourd'hui Kisangani), est vénéré par des personnes de la tranche d'âges avancés. Sa fuite de Léopoldville à Stanleyville après l'arrestation et l'assassinat de Lumumba, son arrestation et son emprisonnement à Bula-Mbemba de janvier 1962 à juillet 1964, la rébellion de Pierre Mulele en 1964 dans le Kwilu et son long exil de 1965 à 1992 après ses ennuis avec Mobutu, ont fait de lui une icône. Dans le territoire de Gungu dont il est originaire, dans celui voisin d'Idiofa, dont fut originaire son partisan le plus fieffé Pierre Mulele, l'influence de son ethnie Pende et celle des Ambuun de Mulele, pèse.
Le cinquième homme de ces scrutins est le candidat indépendant.
Quand un groupe de jeunes étudiants de ma contrée me rend visite à l'hôtel Inter-Continental où, après mes années d'exil, je loge et me demande de m'engager dans la politique en prenant la course aux législatives, je suis un peu stupéfait. La politique pour quoi faire ? Dans quel but ?
J'ai dans la vie ce qu'il me faut. Une entreprise qui me permet de boucler mes fins du mois. J'ai trois ou quatre maisons où je me rends quand il m'arrive de me mouvoir.
J'entends ce que m'a dit un jour un des responsables de Reuters venu de Londres pour une visite à Kinshasa.
-« Monsieur Kinkiey, dans la vie, je n'ai besoin que d'un lit pour me coucher... Pourquoi se soucier ? »
Mais quand je pousse plus loin la réflexion, je m'aperçois que finalement, il ne s'agit pas de moi ! Il s'agit des miens. Il s'agit de la population ; il s'agit du Congo. Comment aider les miens, comment aider la population, comment aider le Congo si on ne s'engage pas en politique et si on n'essaie pas d'inventer quelque chose. Ne s'agit-il pas d'un pays où tout est politique ?
Et, cette phrase connue de tous du Comte de Montalembert (1810-1870) conclut tout : « Vous avez beau ne pas vous occuper de politique, la politique s'occupe de vous tout de même ».
Ma décision est prise : je me lance mais je décide de faire le choix de n'adhérer à aucun parti politique. J'irai aux législatives comme candidat indépendant et dans la circonscription de Masimanimba, au Kwilu.
Je pars d'une analyse simple. Certes, j'habite Kinshasa, dans la commune de Ngaliema. Dans la capitale, j'ai le choix entre deux circonscriptions où je crois disposer de solides ancrages : La Lukunga qui comprend six communes - Barumbu, La Gombe, Kinshasa, Kintambo, Lingwala, Mont Ngafula, Ngaliema. Cette dernière est ma commune de résidence. Il suffit de m'y mettre. Aucun doute de lever un siège. L'autre est la Tshangu composée de cinq communes : Kimbanseke, Maluku, Masina, Ndjili et Nsele. Une circonscription majoritairement peuplée de ressortissants du Grand Bandundu, du Kwilu et de Masimanimba. Mon nom est bien connu chez les miens et chez d'autres. Dans un pays où dans une élection, la sociologie est une référence, il n'y a aucun doute : je n'aurais aucun mal à gagner un nombre de voix suffisant pour être élu.
Mais je pousse plus loin ma réflexion.
La campagne électorale est un moment d'identification et de reconnaissance. C'est le moment de promesses par le dé-

(Suite en page 9).

Qui a donné la mort à l'Homme Organe

(Suite de la page 8).

ploiement d'un rêve, d'une vision d'avenir. Si j'ai une vision pour la société congolaise et puisque j'en ai une pour ma société, faut-il déployer celle-ci dans une capitale relativement développée ou dans l'arrière-pays qui vit des conditions infra-humaines ? Puisque ces scrutins s'annoncent comme les premiers véritables scrutins libres et indépendants depuis l'accession du pays à l'Indépendance, ne faut-il pas tenter de faire rêver les miens ?
Je suis à 90% Mbala et 10% Yansi. Je suis originaire du secteur de Kitoy par ma mère et de celui de Mokamo par mon père. Deux secteurs de Masimanimba où le nom de mon père « Ngundu Koyi » ou « Ngundu Sala Koyi » est trop connu.
Ne sont-ce pas des atouts que nombre de candidats ne peuvent avoir ?
Ma décision prise est irrévocable. Je me présenterai comme candidat indépendant à ces premières législatives libres et ouvertes d'après-indépendance. Mais je veux être utile.
Donc, je me présente dans Masimanimba convaincu qu'en déployant une vision, je vais faire bouger mon territoire d'origine. Quand je lance ma campagne, celle-ci est à la fois forte et originale que très vite la population me trouve un surnom. C'est « Ya Khala » en langue Mbala (l'aîné/le Grand Crabe), ce crustacé de nos cours d'eau difficile à capturer par les mamans quand elles vont en campagne de pêche. D'autres me préfèrent « Ngulungu Sidu Muneni » en langue Mbala, le gros animal de nos savanes susceptible d'être consommé sans fin par la contrée. D'autres encore optent pour la langue Kikongo parlée dans la partie Ouest du pays. Ils m'appellent « Bakala Ya Ngolo », l'homme fort.
C'est logiquement qu'aux élections du 30 juillet 2006, je suis élu député national sur 8.755 candidats. Je suis candidat indépendant élu sur 702 candidats indépendants inscrits à travers le pays. Au total, 63 députés indépendants ont été proclamés lors de ces législatives. Dans ma circonscription de Masimanimba, je figure sur une liste de six élus dont quatre viennent du PALU, le Parti Lumumbiste Unifié. Au Kwilu, nul doute, Antoine Gizenga a raflé la mise… Avec des collègues et amis députés indépendants, j'ai constitué le groupe parlementaire politiquement le plus puissant, le GPI, Groupe Parlementaire des Indépendants que je préside. Composé de personnalités clé venant de tout le pays, on y compte notamment Baudouin Banza Mukalayi Nsungu, Katanga ; Athanase Matenda Kyelu, Maniema ; Modeste Bahati Lukwebo, Sud-Kivu ; Christophe Mboso Nkodia Pwanga, Kwango ; Alexis Thambwe Mwamba, Maniema ; Raymond Tshibanda N'tunga Mulongo, Kasaï.
J'ai accompli tout mon mandat à l'Assemblée nationale où j'ai également été élu président du Caucus du Grand Bandundu avant d'en confier la présidence au patriarche Joseph N'singa Udjuu Ungwankebi Untube qui le désirait tant puisqu'un jour, il m'apostropha en public, lors d'une plénière, en ces termes : « Kin-kiey, moi, ton Vieux, je suis encore là, en vie. Et toi, tu présides le Grand Bandundu. Faut me donner cette présidence… Tu la prendras après moi…».

«JE VOUS LE DIS AVANT DE LE DIRE AU CHEF».

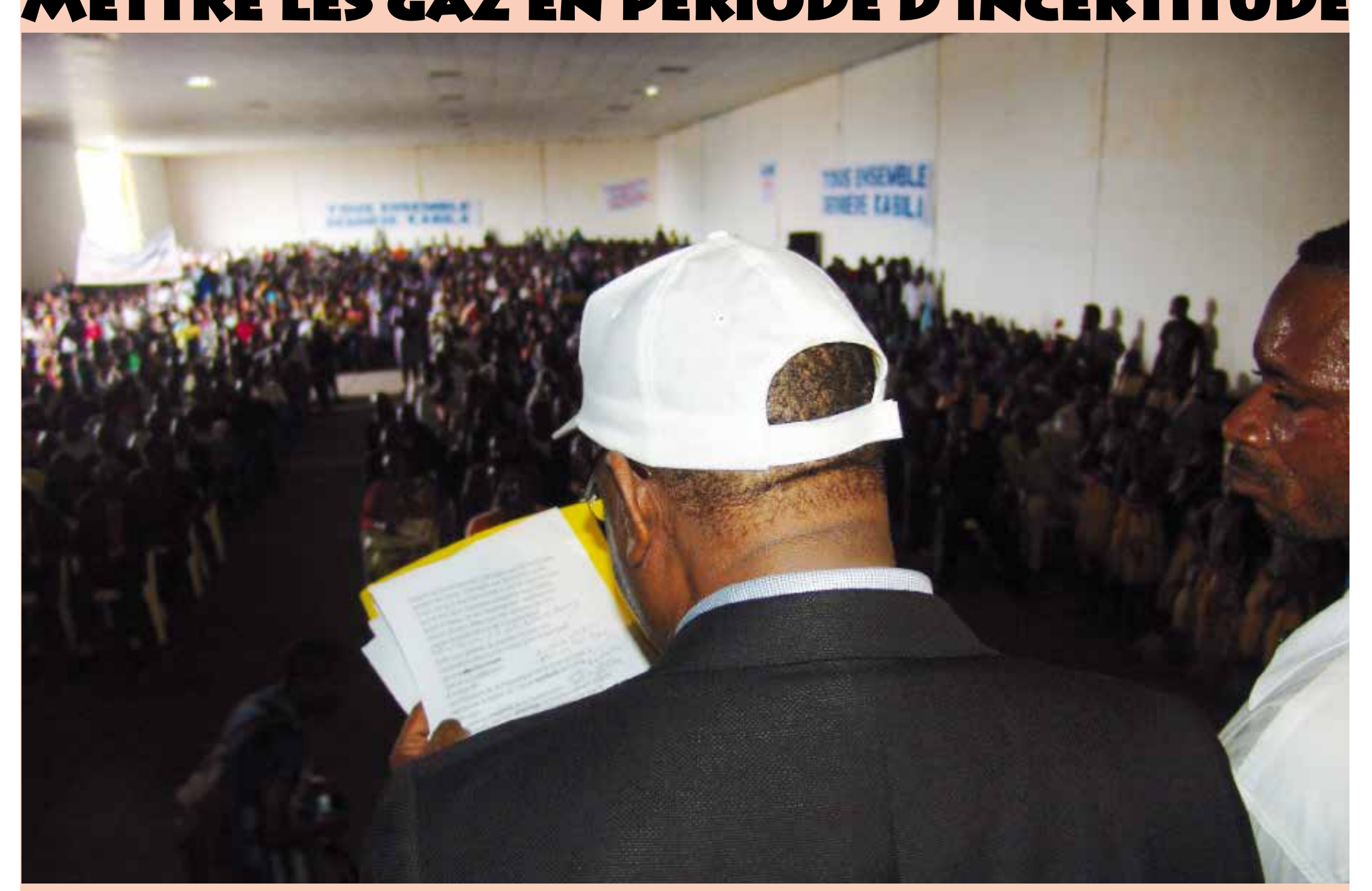
Aux prochaines législatives du 28 novembre 2011, je me présente à nouveau dans mon fief à Masimanimba où je suis réélu. Cette fois, le PALU ne compte qu'un député sur les six de la circonscription. Nul doute, le PALU, qui a été aux affaires pendant toute la législature passée, n'a rien apporté à la circonscription. Ce parti, l'un des plus anciens du pays, a entamé sa descente aux Enfers. Après la mort de Gizenga le 24 février 2019 à Kinshasa, le PALU est en mille morceaux. Chacun des prétendants s'arrache sa part mais celui qui a le plus marqué ce parti en prenant la succession de Gizenga à la primature, à savoir Adolphe Muzitu Fumunsi, a quitté la barque en prenant ses cliques et ses claques. (…).
Il est connu comme « l'homme qui avait mangé de la tomate et de la salade crues avant l'indépendance».
Le 24 avril 1990, au lendemain du discours « comprenez mon émotion » de Mobutu, Henri Dionga qui s'est débaptisé Kitenge Yesu Nz., est co-fondateur du FCN, le Front Commun des Nationalistes, parti politique se réclamant de l'opposition. Certains ont présenté ce parti comme une création du maréchal en fin de course.
Kitenge Yesu s'y trouve avec son mentor Antoine Mandungu Bula Nyati, sans doute une puissance dans le cercle restreint de Mobutu et avec Me Gérard Kamanda Wa Kamanda qui fut longtemps Secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'Unité Africaine, OUA et ministre des Affaires étrangères.
Après un passage à l'opposition radicale à Limete dans l'USORAL, l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale (avec l'UDPS) et, après le départ de Jean Nguz Karl i Bond, Kitenge Yesu est nommé ministre de l'Information.
Formé dans les pays communistes, c'est un homme de roc. Il dit en avoir tout vu dans la vie. Kitenge Yesu va jouer un rôle clé auprès de Mobutu à son dernier souffle. Le maréchal qui redoute l'indépendance d'esprit et les coups de boutoir de cet homme, en profite pour mettre à l'épreuve ses généraux en les dirigeant vers lui quand ils veulent l'affronter.
Le maréchal cherche à atténuer la maladie en état avancé qui l'emportera. Il est si convaincu des choix que Kitenge Yesu opère qu'il ne s'offusque de rien quand il lui envoie des têtes brûlées.
Reparti en Belgique après la chute de Mobutu, revenu au pays après le Dialogue inter-congolais, Kitenge Yesu renoue avec la politique mais fait ses adieux publics quand il sent que le groupe auquel il appartenait, celui de Léon Kengo wa Dondo, l'a trahi. S'il prend le chemin de l'ancienne puissance coloniale où vit sa famille, Kitenge Yesu resurgit les 8 et 9 juin 2016 à Genval, dans la banlieue de Bruxelles. C'est là que des opposants anti-Kabila mettent en place le RASSOP, le Rassemblement des forces politiques et sociales de l'opposition acquises au changement en République Démocratique du Congo. Kitenge Yesu venait ainsi publiquement de signer son retour à la politique.
Deux structures forment le RASSOP, un Conseil des sages où siègent des représentants des partis politiques présidé par Étienne Tshisekedi et une Coordination des actions. Kitenge Yesu y est membre.
À 84 ans, l'opposant éternel (anti-Mobutu, anti-Kabila père, anti-Kabila fils) s'annonce pour la deuxième fois à la présidentielle de 1998. Mais il est fatigué et malade. Depuis deux ans, il séjourne en Belgique pour des raisons de santé.
C'est là, face à la détérioration de la situation politique au Congo avec le report des élections, que des membres de l'opposition avec en tête Soriano Katebe Katoto et le G7, un groupe de sept partis politiques coalisés, le rencontrent pour constituer ce rassemblement anti-Kabila.
Soriano Katebe Katoto, l'ex-homme d'affaires du Katanga sous le régime Mobutu avait fait parler de lui au Dialogue inter-congolais. D'abord à Gaborone au Botswana, ensuite à Addis-Abeba en Éthiopie, puis à Sun City, en Afrique du Sud. Soriano Katebe Katoto manifeste une ambition politique réelle. Il constitue un groupe d'hommes politiques partisans. Il est l'un des vice-présidents de l'ASD, l'Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue inter-congolais formé à Pretoria au lendemain de l'annonce de l'accord pour la formation d'un Gouvernement intervenu entre l'une des rébellions, le MLC de Jean-Pierre Bemba et le gouvernement de Kabila. (…).
De toute l'histoire de l'opposition congolaise, le RASSOP qui vit avec l'appui du Gouvernement belge et de certaines puissances occidentales, financé en partie par l'ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi Chapwe, riche demi-frère de Soriano Katebe Katoto, apparaît comme la machine pouvant cette fois véritablement défier le pouvoir de Kinshasa.
Le RASSOP fait sa première démonstration de force lors d'un meeting le 31 juillet 2016 à Kinshasa le long du boulevard Triomphal noir de monde avec le retour dans la capitale d'Étienne Tshisekedi. Désormais, de l'avis des observateurs, les années Kabila se comptent au passé.
Mais, évacué fin janvier 2017 en urgence en Belgique, le chef de l'opposition s'éteint le 1er février dans un hôpital à Bruxelles à la suite d'une embolie pulmonaire. Craignant des troubles dans le pays, Kabila traîne à autoriser le rapatriement du corps de l'opposant. Très affaibli par cette disparition, le RASSOP qui n'avait pas prévu la succession à sa tête, vit sous le choc alors que les élections approchent. C'est là qu'entre en jeu « l'homme de roc ou de choc » qui met en place une stratégie gagnante.
Alors que le corps de l'opposant historique gît encore dans un funérarium en Belgique, à Kinshasa, celui qui est aussi Grand Maître de la franc-maçonnerie congolaise de la Grande Loge nationale du Congo du rite ancien et primitif de Memphis-Misraïm, est à la manœuvre.
En mars 2017, Kitenge Yesu réussit un coup de génie : il écarte Pierre Lumbi Okongo de la course des prétendants. Il confie à l'ex-Conseiller spécial en matière de sécurité de Kabila qui a rallié Moïse Katumbi Chapwe, le poste de président du Conseil des sages. Kitenge Yesu impose le fils du « Sphinx », Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à la tête du Rassemblement comme président. Le jour de l'investiture du nouveau président du RASSOP, poste qui n'avait été prévu dans aucun texte, c'est Kitenge Yesu qui actionne le protocole quand chacun retient son souffle.
Certes, Kitenge Yesu est retourné à nouveau en Belgique. Il ne prend part ni à la réunion de Genève dont il se méfie des fondements comme des résultats attendus mais qu'il observe de loin, ni à la campagne du candidat du CACH, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.
Jeudi 24 janvier 2019, Kitenge Yesu est à la tribune d'honneur dans les jardins du Palais de la Nation lors de l'investiture du nouveau président de la République. Il avait rejoint Kinshasa la veille. Depuis, l'homme a repris sa place dans le cercle restreint du nouveau pouvoir qui lui reconnaît toute sa puissance.
Ce 8 août 2019, Kitenge Yesu débarque avec le régulier de la compagnie belge SN Brussels qui rapatrie le corps de sa femme, Bateme Bibi Sophie Martine Marie Victoire « endormie » dimanche 28 juillet à Bruxelles.
Avec le Directeur de cabinet du Président de la République, Vital Kamerhe Lwa-Kanyiginy Nkingi et le conseiller principal du Président de la République au collège de la Culture et des Arts, Théophile Tshilumba, je suis sur le tarmac de l'aéroport de N'Djili. Je vois un Kitenge Yesu physiquement défait. Je reste à ses côtés, pendant tous ces jours de deuil.
Samedi 10 août, devant tous les leaders du Kasaï rassemblés à la Cité des Anges, au 35, avenue ex-Haut Commandement, il me fait l'honneur de me remettre un long et poignant texte. La lettre posthume qu'il a écrite à sa reine et dont, face à la reine «endormie» devant nous, je donne lecture. (…).
Au cimetière Entre Ciel et Terre, ce dimanche 11 août, quand tous les leaders politiques sont priés de garder leurs places dans les tribunes, Kitenge Yesu me prend par la main et me tire à ses côtés. Avec ses enfants et Jacques Tshimbombo Mukuna qui conduit le programme, nous nous levons. En un groupe familial fermé, nous avançons avec le cercueil à pas de tortue vers la tombe qui va recevoir le corps. Ce lien avec celui qui m'appelle «mon fils» et que je réponds « mon père », me marque à jamais.
Que dire des rapports qu'entretient Kitenge Yesu avec le président ? «L'homme Organe» comme l'a surnommé le chef de l'État ou «l'homme Oracle», a le contact direct avec le président avec lequel il s'entretient au téléphone tous les deux jours, d'où il reçoit mission de déminer tous les dossiers sensibles. Après la cérémonie de remise et reprise entre le président sortant et le président entrant, survient une période d'incertitude. Comment le gouvernement va être formé ? Qui va être nommé Premier ministre ? Kitenge Yesu tranche, comme il sait le faire, en liquidant l'un des prétendants et non des moindres. (…).
Devant témoin, il annonce avec force son destin à l'informateur. Modeste Bahati Lukwebo prendra la tête du Sénat, qu'il oublie la Primature et cesse de mobilisant des comités de soutien. Avant de le menacer : « si vous continuez de rêver Primature, vous perdrez tout »! Dans la soirée, Bahati rend les armes. Il a compris l'ordre.
Kitenge Yesu devait être désigné informateur. Quand le président me fait venir à son bureau à la Cité de l'UA, je pose d'emblée une question en référence à l'article 78 de la Constitution, je cite: « le Président de la République nomme le Premier ministre au sein de la majorité parlementaire après consultation de celle-ci (…). Si une telle majorité n'existe pas, le Président de la République confie une mission d'information à une personnalité en vue d'identifier une coalition ». La réponse est directe : « le vieux Kitenge Yesu va être chargé de cette mission. Vous serez de la partie… ». (…)
Devant témoin, il annonce avec force son destin à l'informateur. Modeste Bahati Lukwebo prendra la tête du Sénat, qu'il oublie la Primature et cesse de mobilisant des comités de soutien. Avant de le menacer : « si vous continuez de rêver Primature, vous perdrez tout »! Dans la soirée, Bahati rend les armes. Il a compris l'ordre.
Kitenge Yesu devait être désigné informateur. Quand le président me fait venir à son bureau à la Cité de l'UA, je pose d'emblée une question en référence à l'article 78 de la Constitution, je cite : « le Président de la République nomme le Premier ministre au sein de la majorité parlementaire après consultation de celle-ci (…). Si une telle majorité n'existe pas, le Président
(Suite en page 10).

Deux hommes clés quittent la scène

(Suite de la page 9).

de la République confie une mission d'information à une personnalité en vue d'identifier une coalition ». La réponse est directe : « le vieux Kitenge Yesu va être chargé de cette mission. Vous serez de la partie… ». (…).
Mais le dossier échoue lorsqu'une réunion tenue à Kingakati du 4 au 6 mars 2019 annonce, par un communiqué conjoint, que le FCC et CACH se sont mis d'accord pour mettre en place une coalition de gouvernement. (…).
Le jour même de la diffusion de ce communiqué, Kitenge Yesu avec qui j'étais au téléphone cinq ou six fois par jour parfois à des heures indues, me fait venir en catastrophe à son bureau du boulevard du 30 juin, à côté de l'ancien siège de la banque Rawbank. Quand je fais mon entrée dans son bureau, je vois posés sur sa table de travail un billet d'avion SN Brussels, un passeport et, à même le sol, une petite valise à roulettes. Je l'interpelle sur ce que je vois.
- « Je pars, mon fils», me dit-il.
- « Mais où ? Et pourquoi aujourd'hui ? »
Je ne reçois aucune réponse. Je suis sous le choc en voyant cet homme partir « à nouveau ».
Je soupçonne une mauvaise humeur après la publication du communiqué de Kingakati. Mais je me sens heureux qu'il décide de rejoindre son QG familial où habitent son épouse, ses enfants, ses petits-enfants.
Cette nuit-là, alors que son avion vole vers Bruxelles, le président de la République rend publique une ordonnance signée le 6 mars portant nomination de son cabinet. Kitenge Yesu est nommé Haut Représentant et Envoyé Spécial du Président de la République. Dans ces fonctions, Kitenge Yesu relève des Services personnels du Président de la République. Je lui fais aussitôt un message qu'il découvre à l'arrivée de son vol.
Je pressens ce grand retour samedi 30 mars 2019 quand un homme qui lui est si proche organise un banquet en sa résidence à Binza Pigeon, avenue Kananga, pour fêter la nomination. En 1990, c'est cet homme qui fit son entrée dans l'hémicycle pendant la Conférence Nationale Souveraine, CNS. Une pile des dossiers sous le bras. Alors que Mobutu est traîné dans la boue par l'opposition et qu'il est traité de tous les noms, le patron de la sûreté nationale, SNIP, ancienne appellation de l'actuelle ANR, Jacques Tshimbombo Mukuna en a marre. Il menace d'ouvrir la boîte de pandore et d'éventrer le boa. Et promet qu'on y verra qui a été traité par lui et qui ne l'a pas été.
Le lendemain, la plénière de la CNS est clairsemée.
Ce samedi 30 mars, tout le Grand Kasaï est là. Pour Jacques Tshimbombo Mukuna, c'est « toute la République » qui s'est déplacée à son domicile pour fêter l'événement. Que l'on soit du FCC ou du CACH, tous sont présents.
Peu avant qu'une pluie diluvienne ne tombe sur la ville et ne tente de détruire la rencontre, Kitenge Yesu se réjouit : « Ce soir, la République n'est ni à Kingakati, ni à la Cité de l'Union Africaine. Monsieur le Président de la République honoraire Joseph Kabila, si vous cherchez la République, elle est ici. Monsieur le Président de la République, Chef de l'État Félix Tshisekedi, si vous cherchez la République, vous savez où elle est. Ici se trouvent le FCC, le CACH. L'Ensemble est ensemble avec nous ici… ».
Puis : « Ce soir, je suis le Haut Représentant, sans coloration ni formules mathématiques complexes ! Ma mission, c'est assembler pour la Nation, au nom du Président de la République pour la Paix. Majorité, coalition, cohabitation, n'ont pas tellement de signification pour moi. En Afrique, les Mânes de nos Ancêtres, avec en tête Afra, le Saint Patron de l'Afrique, recommandent que celui ou ceux qui ont gagné les élections assemblent. Qu'elles soient législatives, sénatoriales, présidentielles. L'Afrique de part en part a échoué pour avoir transgressé ce principe immémorial.
Le Parlement et le Sénat ne réussiront rien sans le Président de la République.
Par voie de conséquence, Lui non plus ne réussira rien sans les autres. Mettons de côté les calculs, voyons le peuple, dont certains d'entre nous parlent peu. Je refuse et je récuse une confrontation entre Kabila et Tshisekedi ».
Puis, il demande à l'assistance de lui dire le nom du plus grand parti du Congo. «Le plus grand parti politique de la RDC se nomme Misère. Qui en connaît le comité directeur et le président ? J'avoue sincèrement que je ne sais pas, vous non plus d'ailleurs. Et pourtant, ce parti couvre les 2 millions et demi de km2 de notre pays. CACH et FCC doivent travailler la main dans la main sans calcul ni calculette ». (…).
Jacques Tshimbombo a ces mots : « Notre devoir de reconnaissance envers le Président de la République est d'autant plus important que la fonction confiée à notre frère lui permet d'occuper une position protocolaire élevée au sein de l'État (…). Ce qui est arrivé à notre frère et ami Yesu est, à vrai dire, le fruit du rôle qu'il a joué dans l'ombre auprès de celui qui, sans que personne ne sache rien, allait inexorablement devenir le Président de ce pays. Yesu a cru de façon inébranlable en Félix. Voilà ce que procure la fidélité à une personne et la foi en elle ». Il poursuit : « Le Président de la République a misé sur un cheval gagnant. Yesu est un oiseau rare comme en témoigne sa très riche trajectoire politique. Il n'a pas été que grand commis de l'État. Il demeure un grand homme d'État. Le voilà rattrapé aujourd'hui par la politique, lui qui croyait s'en être éloigné pour toujours ».
Puis : « Celui qui représente un Puissant est, du coup, un puissant. (…) Notre grande joie est de compter parmi nous quelqu'un qui est très proche du Président de la République. Nous avons désormais un pont pour approcher plus facilement le magistrat suprême de notre pays. C'est ce qui importe pour l'instant, à mon humble avis ».
L'homme à l'honneur reprend la parole. Il fait une repartie par une note d'humour : « Quand j'ai amené le Grand Kasaï chez le Président de la République le 4 février, personne ne m'a demandé mes coordonnées. Ce soir, je constate qu'il y a une forte demande et je me suis préparé en conséquence. Les cartes de visite du Haut Représentant vous ont déjà été distribuées ».
Et, fin des fins : «Lorsque je faisais le tour des tables, quelqu'un m'a dit : « Vous êtes notre fenêtre sur la Présidence. Au lieu d'une fenêtre, c'est une porte qui restera toujours ouverte. Et, je compte sur vous. Je travaillerai avec vous. Travaillons ensemble. Soyez réceptifs à mes sollicitations. Que mon message parvienne à qui de droit (au pluriel) et qu'il soit entendu. L'assistance ici présente leur sait gré !».
Sacré Tomatier !
Ses nouvelles fonctions en mains, Kitenge Yesu se déploie comme jamais auparavant. Ses tweets au style cinglant font fureur. Ils sont adulés surtout dans les milieux de « jeunes révolutionnaires ».
On sent qu'il annonce toujours ce qui va se produire.
En vérité, je n'ai pas vu un homme autour du Président qui pouvait opposer à Kitenge Yesu un point de vue qu'il ne partageait pas. Lors des négociations présidentielles du Palais de la Nation et de la constitution de l'Union Sacrée de la Nation, Kitenge Yesu est rangé au premier plan. C'est lui qui constitue les listes et les fait parvenir à la présidence de la République.
Sa connaissance de la scène politique le met en position de porter des jugements clés.
Mars 2021. Il n'avait jamais à ce jour été autant sollicité vraiment par les acteurs politiques nationaux comme par les chefs de missions diplomatiques. Il n'avait jamais à ce jour autant multiplié les initiatives.
S'il ne quitte jamais une posture qui consiste à se mettre loin des affaires publiques, Kitenge Yesu s'installe jour après jour dans son rôle de Haut Représentant et d'Envoyé Spécial du Président de la République. Il est comme jamais au cœur de la stratégie présidentielle.
Outre des rencontres avec des chefs des missions diplomatiques qui lui rendent continuellement visite à son domicile sur les hauteurs de la ville comme à son cabinet, non loin de là, dans le quartier américain de Gulf, il dépense sans compter son temps à recevoir diverses personnalités politiques sous divers formats.
En plein dans sa fonction, il travaille à déblayer la voie en vue de faciliter la réalisation d'une vision politique déclamée par le Chef de l'État. Il ne cesse de me dire « mon fils, comme il m'appelle, tu vas voir le résultat ».
Il m'apprend qu'une importante délégation de personnalités de son ethnie Songyé (Sud-Est), lui a rendu visite, que l'ancien chef de renseignement Kalev Mutondo a, dans le plus grand secret, franchi les deux portails de fer gardés de sa résidence. Recherché par la justice dans un procès à rebondissement lié aux droits de l'homme, Kalev Mutondo est venu solliciter l'intervention du Haut Représentant espérant qu'il trouverait porte ouverte au Palais de la Nation.
Dimanche 21 mars, ce sont onze députés provinciaux sur les vingt qui forment l'Assemblée provinciale du Lualaba (capitale Kolwezi, l'une des provinces du Katanga démembré) connue pour être l'un des fiefs kabilistes avec le Tanganyka dirigé alors par Zoé Kabila Mwanza Mbala, le jeune frère de l'ex-président, qui franchissent les deux portails. Ils annoncent, depuis cette résidence, leur adhésion à l'Union Sacrée de la Nation «en vue de pérenniser, selon leur porte-parole, la reconstruction de la province entamée sous la houlette de SEM le Gouverneur Richard Muyej Mangez Mans, accompagné par l'Assemblée provinciale ».
Kitenge Yesu poursuit cette gymnastique avec une délégation de députés du Grand Bandundu (les trois provinces du Kwilu, Kwango et Maï-Ndombe) conduite par le Directeur général de la DGDP, la Direction Générale de la Dette Publique, Laurent Batumona Nkhandi Kham, coordonnateur des FPAU, les Forces Politiques Alliées de l'UDPS dont Kitenge Yesu est l'Autorité Morale.
Je n'ai jamais oublié ce jour où il parvînt à réunir dans sa maison, sur les hauteurs de la ville, les leaders irréconciliables de la province du Sankuru. Dans l'histoire, ce moment restera le plus remarquable. Sont présents des députés nationaux, provinciaux, des sénateurs, des personnalités dont l'un des Kabilistes de tous les temps, l'ex-Vice-Premier ministre en charge des Affaires étrangères Léonard She Okitundu avec néanmoins un absent de taille qui en dit long sur l'état d'esprit qui règne dans la nouvelle opposition, le sénateur Moïse Ekanga Lushyma. (…).
Le fils ne partait jamais en voyage sans le dire à son père. Sur le chemin de l'aéroport, il me faisait toujours venir à son domicile pour me saluer et me souhaiter « bon voyage, mon fils ». Puis : « reviens vite mon fils ».
Grande fut ma douleur lorsque contraint et forcé par une invitation pour une dose de Covid-19, j'arrive à Bruxelles le samedi 29 mai 2021 et que lundi 31 mai au matin, un coup de fil retentit sur mon téléphone. Il vient d'un homme proche du Président de la République. L'homme m'explique qu'il a une terrible nouvelle à m'annoncer. « Je vous informe avant d'en informer le Chef… », me dit-il.
C'était la disparition de Kitenge Yesu que deux jours auparavant, j'avais été saluer à son domicile sur le chemin de l'aéroport et qui se portait comme un ange ! Je me trouvais alors en voiture pour le centre de vaccination. Sous le choc, je décide d'appeler Jacques Tshimbombo Mukuna pour lui dire qu'après la terrible nouvelle, j'ai décidé d'abréger mon séjour pour retourner au pays le surlendemain jeudi 3 juin.
Réponse surprenante de Jacques Tshimbombo clairement surmené : « Tryphon, tu m'as laissé toute la charge de ton père. Tu reviens jeudi soir, jeudi midi, j'aurai enterré ton père. Tu iras le voir au cimetière ».
Lors des derniers hommages que lui rend la classe politique dans la cour de l'hôpital du Cinquantenaire, le Président de la République est présent en compagnie de son épouse. L'ancien ministre du Budget François Mwamba Tshishimbi qui coordonne le Comité présidentiel de veille stratégique au bureau du Président de la République décrit Kitenge Yesu comme « un organe tant il fut le cerveau moteur des stratégies politiques ayant abouti à la création de l'Union Sacrée de la Nation pour porter la vision du Président de la République ».
Jacques Tshimbombo a ces mots : « Kitenge Yesu était un commis de l'État, loyal et inflexible. Il était l'épée et le bouclier du Président de la République ».
À mon retour au pays ce jeudi-là aux heures de 19:00', je ne comprends toujours rien à ce qui était arrivé à cet homme que j'avais laissé en parfaite santé. Un homme qui, en période de crise de Covid-19, essayait tous les médicaments, y compris les fameuses plantes découvertes à Madagascar que le président malgache Andry Rajoelina lui avait envoyées et dont il me remit quelques sachets. Kitenge Yesu ne donnait plus la main, ne quittait plus son masque en public, se désinfectait sans cesse les mains.
Je voulus attendre quelques jours pour me ressaisir avant d'aller à la rencontre de Jacques Tshimbombo pour qu'il me dise ce qu'il s'est passé avec Kitenge Yesu et comment cela s'est passé. Mais le 24 juin au matin, je reçois un message que Jacques s'est éteint dans la nuit. Il s'agit bien sûr d'un fake news comme il y en a sur les réseaux sociaux. Pourtant, ce fut un autre coup de tonnerre en moins d'un mois. Le proche entourage du Président est à nouveau frappé et comment ! Quelle histoire !
Lundi 5 juillet à ces obsèques, je suis présent. Je suis assis deux rangées derrière le Président de la République et son épouse marqués. Je ne comprends pas ce qu'il se passe. Dans l'entourage présidentiel, une page est tournée. (…).

Mettre les gaz en période d'incertitude



Ceci s'appelle certainement une salle noire de monde qu'aucun auparavant n'avait jamais remplie mais où, en pleine période d'incertitude, le Parti pour l'Action-le Parti du Crabe refuse du monde. DR.

Sur les bords de notre Luie, sur nos terres bénies du Bandundu, dans le Masimanimba, des villages entiers se vident et entrent en transe à l'apparition de Ya Khala (le Grand Crabe). Une histoire vient de commencer. DR.

La Chine s'impose plus que jamais en Afrique face aux États-Unis

Un sondage de l'institut américain Gallup décrit l'influence qu'exerce désormais en Afrique la puissance chinoise en soft power qui dépasse de loin celle des États-Unis d'Amérique. Est-ce face à cette réalité, que le secrétaire d'État américain Antony Blinken a appelé jeudi 24 avril 2024, lors d'une visite en Chine, son pays et la Chine à gérer leurs différends de manière «responsable».

Un sondage Gallup montre une perception positive de l'influence de Pékin enregistre une progression à deux chiffres dans sept pays. DR.

«Nous avons l'obligation envers notre peuple - et même envers le monde - de gérer les relations entre nos deux pays de manière responsable», a-t-il déclaré à Shanghai, où il rencontrait le chef local du Parti communiste chinois.
Blinken était arrivé en Chine la veille mercredi 23 avril, avec mission d'augmenter la pression sur Pékin concernant différents dossiers, tel le soutien à la Russie (si les entreprises chinoises ne fournissent pas directement d'armes à la Russie, Washington les accuse de livrer du matériel et des technologies à double usage à ce pays qui facilitent son effort de réarmement ; sans le soutien de Pékin à la Russie, l'invasion de l'Ukraine par la Russie serait plus « difficile »), mais en cherchant une plus grande stabilité.
Les États-Unis et la Chine doivent être aussi «clairs que possible dans les domaines dans lesquels nous avons des divergences, au moins pour éviter les malentendus et les erreurs de calcul», a déclaré le secrétaire d'État américain.
Le même vendredi, ce fut la rencontre au Palais du Peuple à Pékin avec le président Xi Jinping.
Dans cette même logique, Xi a déclaré que « les deux pays doivent être des partenaires, pas des rivaux » même si « de nombreux problèmes doivent encore être résolus. Et des efforts supplémentaires sont encore possibles».
Une rencontre qui n'avait pas été annoncée à l'avance. « Nous espérons que les États-Unis pourront aussi adopter une vision positive du développement de la Chine. Quand ce problème fondamental sera résolu (…) les relations pourront véritablement se stabiliser, s'améliorer et avancer », a poursuivi le président chinois.
Le chef de la diplomatie chinoise a rappelé que la question de Taïwan, île de 23 millions d'habitants revendiquée par Pékin et soutenue militairement par Washington, était la «première ligne rouge à ne pas franchir» dans les relations sino-américaines.
Pékin est vent debout contre les restrictions américaines sur les exportations vers la Chine de technologies avancées, dont les semi-conducteurs.
Autre sujet de friction : le réseau social TikTok est menacé d'interdiction aux États-Unis s'il ne coupe pas ses liens avec sa maison mère chinoise ByteDance.
Washington dit soupçonner l'application d'être utilisée pour espionner des Américains, collecter des informations personnelles et servir également la propagande chinoise. TikTok dément catégoriquement ces allégations. En dépit de ces tensions, les relations entre les deux puissances « commencent à se stabiliser » depuis le sommet Xi-Biden en novembre, a estimé Wang Yi, mettant toutefois en garde contre la persistance d'« éléments négatifs ». « Les droits légitimes de la Chine en matière de développement ont été indûment opprimés et nos intérêts fondamentaux sont remis en question », a souligné M. Wang, dans une allusion aux restrictions américaines dans le secteur technologique.
Le déplacement d'Antony Blinken en Chine est le signe d'une baisse relative des frictions entre Pékin et Washington, exacerbées sous l'ancien président américain Donald Trump. Ce dernier promet à nouveau une ligne dure face à la Chine s'il remporte la présidentielle de novembre.
Tout en recherchant une plus grande stabilité entre les deux plus grandes économies mondiales, Joe Biden cherche toutefois à maintenir la pression sur le géant asiatique.

PÉKIN HYPER PUISSANT.

Quant au sondage publié le vendredi 26 avril 2024, la perception positive de l'influence de Pékin enregistre une progression à deux chiffres dans sept pays, Ghana, Côte d'Ivoire, Sénégal et Guinée.
Pékin a soufflé aux États-Unis le rang de puissance la plus influente en Afrique en 2023 en termes de « Soft power » («Rating World Leaders 2024 : The U.S. vs. Germany, China and Russia»). Le sondage a été mené en 2023 dans trente-six pays du Continent auprès de milliers de personnes âgées de plus de 15 ans pour comparer la perception de l'influence de quatre puissances mondiales, les États-Unis, la Chine, l'Allemagne et la Russie.
Le « soft power », ou la puissance «douce» par opposition au «hard power», est un concept développé à la fin des années 80 par le professeur américain Joseph Nye. Il décrit les outils de la puissance autres que militaires d'un pays comme l'attraction de son modèle culturel, idéologique ou politique, les liens qu'il a créés hors de ses frontières avec les élites et les populations étrangères, la diplomatie et les alliances internationales. Pour exercer une influence sur les relations internationales, les États peuvent utiliser la force mais aussi des stratégies d'influence désignées de la puissance douce.
Diplomatie, diffusion de sa culture ou encore aide économique, etc., des moyens visant à orienter les décisions des autres acteurs internationaux.
Il ressort de ce sondage que 58% d'Africains estiment que la Chine est une puissance influente sur le continent contre 52% en 2022. La proportion des personnes interrogées qui considèrent que les États-Unis sont une puissance influente en Afrique est tombée à 56% durant l'année écoulée contre 59% une année auparavant.
L'année dernière, la perception positive de l'influence de la Chine a progressé de deux chiffres dans sept pays africains, dont le Ghana (+15 points), la Côte d'Ivoire (+14), le Sénégal (+14) et la Guinée (+12). Dans le même temps, la proportion des Africains estimant que Washington est une puissance influente en Afrique a enregistré des reculs très marqués en Ouganda (-29 points), en Gambie (-21) et au Kenya (-14). Le sondage montre que la perception de l'Allemagne en tant que puissance influente en Afrique s'est améliorée de trois points de pourcentage, passant de 51% des sondés en 2022 à 54% en 2023.
La plus forte progression a été cependant enregistrée par la Russie. 42% des Africains interrogés dans le sondage estiment que la Russie est désormais une puissance influente sur le Continent contre 34% en 2022. Moscou est perçu comme une puissance très influente dans les pays du Sahel comme le Mali (89%), le Burkina Faso (81%) et le Tchad (76%).
En 2022, un rapport AidData («Delivering the Belt and Road : Decoding the supply of and demand for Chinese overseas development projects») publié le 25 mars 2023 conclut que 46% des leaders africains désignaient la Chine comme partenaire préféré (développement des infrastructures) sur une liste de six partenaires économiques du continent. Le rapport plaçait la France (16%) après la Chine, l'Afrique du Sud (12%), les États-Unis (9%), la Russie (7%), le Royaume-Uni (4%).

Le Grognon reste un journal de qualité, 33 ans après sa création

Il est professionnellement un journal de qualité. C'est nul doute des cerveaux qui le conçoivent et le rédigent. Comme pour « Le Canard Enchaîné » à en juger par le contenant comme par le contenu, par le choix des sujets comme par le traitement voire son audience, le public lectoriel. Ce n'est pas le citoyen lambda congolais qui viendrait à le lire et à en disséquer les nuances. Mais « Le Manager Grognon» couramment appelé « Le Grognon» - qui fête cette année ses trente-trois ans d'existence « donne (aussi) le sourire (son côté satire); il « destressait », il « destresse». «C'est « le Canard Enchaîné » du pays. J'avoue apprécier l'originalité des sujets traités et le style», analyse le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba dans le texte-interview ci-après («Le Manager Grognon», n°1434 du 19 avril 2024).

Docteur en Science Po et en Communication Po, Professeur de journalisme, Tryphon Kin-kiey Mulumba analyse « notre Canard Enchaîné » trente ans après sa création. DR.

Cela fait un bail que « Le Grognon Manager » existe. 33 ans exactement aujourd'hui. À cette occasion, des décideurs - hommes politiques, journalistes, religieux - étaient contactés pour donner leurs avis sur votre satirique et éventuellement sur la vie politique, économique ou sociale au pays. L'interview ci-dessous rentre dans ce cadre-là.
Le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, l'un des rares professeurs de journalisme qui ont vu naître «Le Grognon Manager», pense de lui que c'est «un journal de qualité qui vous donne le sourire; qui déstressait, qui déstresse ».
Venant d'un professionnel de sa qualité, cela nous a mis du baume dans le cœur quelque peu meurtri par le fait qu'« à une époque où tout le monde est journaliste, où tout le monde diffuse des messages audios ou vidéos », dans la presse, « rien ne sera plus jamais comme avant ». Parce que tout est désormais sur le téléphone. Le Professeur pense que «la société la mieux informée est celle où il y a diverses sources d'information, mais diverses sources intelligentes, pertinentes ».
Mais, ce n'est pas le cas de la RDC où foisonnent 1.000 partis politiques. «Tout comme sans doute 10.000 églises, 20.000 ONG. Voilà le désordre; voilà le chaos». Le salut viendra peut- être de Mme Judith Suminwa Tuluka, notre Première ministre. Elle inspire confiance et a de la compétence. « Mais tout est dans le casting, dans ce qu'elle saura mettre en place comme équipe », à en croire le professeur Kin-kiey. Nous vous laissons découvrir ses propos empreints d'un vrai sentiment patriotique.

Vous avez pratiquement assisté à la naissance et à l'évolution du premier journal satirique congolais, à savoir Le Manager Grognon. Quel jugement portez-vous sur cette publication aujourd'hui ?
J'ai assisté en effet à la naissance de « Manager Grognon ». C'est avec le même sourire que je lis aujourd'hui « Le Grognon » des années après les premières publications. C'est un journal de qualité qui vous donne le sourire; qui destressait, qui destresse. C'est « le Canard Enchaîné » du pays. J'avoue apprécier l'originalité des sujets traités et le style.

Pensez-vous que ce genre a encore de l'avenir dans notre pays ?
L'information par l'humour, le sourire, l'analyse, l'interprétation, la compréhension des événements, qui la rejetterait ? La vie a besoin de cela. Le public en a besoin, hier, aujourd'hui, demain. Comment cela n'aurait point d'avenir ?

Quel regard portez-vous sur la presse écrite congolaise d'aujourd'hui ?
La presse écrite congolaise aujourd'hui est totalement différente de ce qu'elle était hier. Hier, on réclamait le journal ; on cherchait le contenu et on vendait des journaux. Un jour, « le Soft » a tiré à 100.000 exemplaires. Historique ! Certes, ce fut à la veille d'une campagne électorale et l'impression a eu lieu en Europe. Aujourd'hui, j'aurais du mal à vous parler des tirages des journaux.

Pensez-vous que le foisonnement de la presse en général en RDC est une bonne chose ?
Le mot « foisonnement » n'est jamais, sur le principe, une bonne chose. Il sous-entend abondance, fourmillement, désordre, chaos. C'est à cela que nous assistons. C'est l'image de nos rues et avenues de Kinshasa où nul ne sait comment se mouvoir.

Les publications en ligne sont devenues une réalité incontournable aujourd'hui à travers le monde. Comment appréciez-vous la profusion de la presse en ligne en RDC et quel avenir lui accorderiez-vous, au regard de sa qualité ?
« Profusion » renvoi à « foisonnement ». Mais comment éviter cela à une époque où tout le monde est journaliste, où tout le monde diffuse des messages audios ou vidéos.
Il suffit de disposer d'un smartphone. Aujourd'hui, tout le monde est informateur, est influenceur. Il n'y a plus de secret pour personne. Tout le monde voit tout le monde. Quand l'invention approche la pertinence, nous sommes à l'âge de l'Homo Numericus, de l'Homo Smartophonicus. L'homme vit la transmutation aujourd'hui. Après l'invention de l'informatique, du numérique, de l'intelligence artificielle, etc., dont les inventeurs interdiseraient l'accès à leurs enfants, l'homme n'est plus celui d'il y a vingt ans. Une page est tournée puisque le calcul mental n'existe plus et que les élèves viennent à l'école avec leurs ordinateurs. Le monde est dans un nouveau paradigme.

Dans un marché de la presse en recul, on annonce la mort lente du journal papier qui fait quand même de la résistance. Pensez-vous que le moment est venu de mettre la clé sous le paillasson ?
Vous parlez de « résistance », j'aime bien ce mot. La « résistance » suppose que les carottes sont cuites. Oui, les carottes sont cuites. C'est terminé : rien ne sera plus jamais comme avant. Tout est désormais sur le téléphone. Tout. Le téléphone c'est la radio ; le téléphone c'est la télé ; le téléphone c'est le journal ; le téléphone c'est le livre ; le téléphone c'est des conférences ; c'est des débats. Le téléphone c'est le bureau de travail. Partout où vous vous trouvez, vous activez ; vous donnez des ordres ! C'est la vie. Le Canadien Marchall Mac Luc fut un grand visionnaire quand il a parlé d'un monde, ce grand village. Tout comme l'Américain Al Gore qui avait annoncé qu'avec la société de l'information, la croissance économique viendra des classes moyennes. Nous y voilà avec les 3G, les 4G, les 5G, etc.

Êtes-vous d'avis que les réseaux sociaux vont remplacer définitivement le journal papier au point de reconquérir tous ses espaces perdus?
Je ne sais pas s'il faut parler de « réseaux sociaux » ou des médias en ligne. Moi je préfère parler des médias en ligne qui portent l'intelligence. Ce qui n'est pas le cas de « réseaux sociaux » qui sont des cercles d'amuseurs, de gamineries. Dans les réseaux sociaux, il y a malheureusement trop de bêtises, trop de fakes, trop de montages. Il faut dans la vie se protéger, protéger son cerveau. On ne peut pas tout lire, ni tout voir, ni tout écouter.

Quelle lecture faites-vous de la classe politique actuelle en ce qui concerne ses besoins en informations de qualité ? Trouvez-vous l'homme politique congolais d'aujourd'hui mieux informé que son homologue des années 70-80 ?
Très bonne question. Cette question me rappelle l'université. Je rappelle ce que nous enseignons : l'objectivité à laquelle vous faites allusion en posant votre question, n'existe pas à l'émission, à la diffusion ; elle existe à la réception. Voilà pourquoi la société la mieux informée est celle où il y a diverses sources d'information, mais diverses sources intelligentes, pertinentes. Je dis : diverses sources d'information ; je ne dis pas « foisonnement » ou « profusion ». Je dis « diverses » sources d'information.
Les États-Unis par exemple n'ont au total que deux ou trois partis politiques ; ils ne sont pas moins « démocratiques » que le Congo qui en a 1.000. Tout comme sans doute 10.000 églises, 20.000 ONG. Voilà le désordre ; voilà le chaos. Mais c'est peut-être cela la résilience.

Que pensez-vous du climat politique actuel au pays du fleuve Congo?
Le climat politique du pays est dépendant de ce qui se passe à l'Est. Rien ne peut se faire désormais sans l'Est. Tout tient à l'Est. Tout se joue à l'Est. Il faut au pays s'armer pour inspirer le respecte.

Que vous inspire l'avènement de la première femme congolaise à la tête de la Primature ?
La première femme Premier ministre ? Ce qui compte dans la vie, ce n'est pas le genre, féminin ou masculin. Ce qui compte c'est le cerveau. Il y a dans la vie des échecs. Que l'on soit homme ou femme. La France a connu deux femmes Premier ministre qui n'ont pas du tout marqué leur passage. Le Royaume-Uni a connu deux femmes : Margaret Thatcher et la Reine Élisabeth II qui ont marqué l'Histoire et le monde. Madame Judith Siminwa Tuluka, notre Premier ministre, par son cursus, par ce que je vois, par ce que j'entends, m'inspire confiance. Elle a de la compétence. Nul doute. Mais tout est dans le casting, dans ce qu'elle saura mettre en place comme équipe.

«Le Manager Grognon» ■
n°1434 du 19 avril 2024.

Comment le 1er mai, Journée Internationale des Travailleurs, est né

Elle est née aux États-Unis en 1886 dans la ville de Chicago. La journée du travail vient des syndicats américains qui lancent des grèves de masse réclamant une journée de huit heures, sur la base d'une idée du réformateur social britannique Robert Owen.

Une image montrant l'explosion d'une bombe lors des manifestations de Haymarket le 4 mai 1886. DR.

Dans de nombreux pays, le 1er mai est connu comme une ancienne fête du printemps, mais de nos jours, il est plus connu sous le nom de fête du travail (ou Journée internationale des travailleurs) pour commémorer les luttes historiques et les progrès réalisés par les travailleurs du monde entier.
Chaque année, des manifestations sont organisées dans le monde entier pour réclamer de meilleures conditions de travail et un renforcement du pouvoir des syndicats.
À l'origine, cette journée était marquée par diverses organisations socialistes et communistes et par des groupes de travailleurs.
Bien que les premières manifestations aient eu lieu aux États-Unis, la journée est célébrée le premier lundi de septembre dans ce pays. En 1886, les syndicats américains ont lancé des grèves de masse pour réclamer une journée de huit heures, sur la base d'une idée du réformateur social britannique Robert Owen.
Il a formulé l'objectif d'une journée de travail de huit heures avec le slogan «huit heures de travail, huit heures de récréation, huit heures de repos».
La plus grande grève a eu lieu à Chicago le 1er mai et a rassemblé environ 40.000 travailleurs.
À l'époque, il était normal d'effectuer des travaux pénibles dans les usines, sans horaires de travail fixes ni jours de repos.
À l'époque, Chicago est le cœur de l'industrie américaine et le centre de l'organisation syndicale.
Dans les jours qui suivent, les manifestations - qui ne sont pas vues d'un bon œil par les milieux économiques et politiques - sont rejointes par des dizaines de milliers d'autres travailleurs mécontents et par des anarchistes. Les anarchistes étaient alors des personnes qui s'opposaient à une société structurée autour de la règle et de l'application des lois.
Les tensions étaient vives et les affrontements entre la police et les manifestants ont fait au moins un mort et plusieurs blessés.
Exaspérés par les brutalités policières, les dirigeants syndicaux et les grévistes organisent des manifestations le lendemain, 4 mai, sur la célèbre place Haymarket de Chicago.
Un agresseur encore inconnu lance une bombe sur la police et, à cause de l'explosion et de la panique qui s'ensuit, sept policiers meurent et des dizaines d'autres sont blessés.
Au moins quatre grévistes ont également été tués et plus de 30 ont été blessés.
À la suite de ce que l'on a appelé le massacre de Haymarket ou l'affaire de Haymarket, huit anarchistes ont été accusés de meurtre et certains d'entre eux ont été condamnés à mort, bien que leur culpabilité n'ait jamais été véritablement établie.
En 1889, il a été décidé de commémorer ces événements le 1er mai lors du premier congrès de la IIème Internationale, une réunion des partis socialistes et ouvriers et des représentants syndicaux de vingt pays.

DE NOUVEAUX PAYS ADOPTENT LE 1ER MAI.

Les affrontements de Chicago ont inspiré de nombreux partis de gauche au cours des années suivantes.
En Europe du Sud, les Slovènes et les Croates de ce qui était alors l'Empire austro-hongrois ont été les premiers à célébrer le 1er mai.
Les conditions de travail difficiles, les bas salaires et les longues heures de travail ont rapidement incité les travailleurs de Serbie à organiser un rassemblement du 1er mai en 1893.
Après la Ière Guerre mondiale, dans un contexte de développement industriel rapide et sous l'influence de la révolution communiste en Russie, les travailleurs ont lutté pour leurs droits fondamentaux dans le monde entier.
En Allemagne, la fête du travail est devenue un jour férié officiel en 1933, après l'arrivée au pouvoir du parti nazi.
Ironiquement, ce parti a aboli les syndicats libres le lendemain de l'instauration de cette fête, détruisant pratiquement le mouvement ouvrier allemand (bien que les syndicats aient été reconstruits après la IIème Guerre mondiale).
Après la victoire des Alliés lors de la IIème Guerre mondiale, la carte du monde a changé et les divisions politiques et économiques sont devenues plus marquées.
La fête du travail a été célébrée pendant des décennies dans les pays socialistes tels que Cuba, l'Union soviétique d'alors et la Chine, comme l'une des fêtes les plus importantes.
Elle était généralement marquée par d'immenses défilés, comme celui qui s'est déroulé sur la place Rouge à Moscou, en présence des plus hauts responsables du parti et de l'État. Il s'agissait également d'une démonstration de la puissance militaire soviétique. Les dirigeants communistes pensaient que ce nouveau jour férié et cette nouvelle célébration inciteraient les classes ouvrières d'Europe et d'Amérique à s'unir dans la lutte contre le capitalisme. Il en a été de même en République fédérale socialiste de Yougoslavie, où le 1er mai a été officiellement proclamé jour férié en 1945, célébré par des défilés et des parades militaires, ainsi que par une cérémonie de remise des prix.
Ailleurs dans le monde, les syndicats et les travailleurs organisent également des marches le 1er mai pour réclamer de meilleures conditions de travail.
Les droits des travailleurs restent importants face aux prévisions d'augmentation du chômage et de la pauvreté des travailleurs. Malgré la baisse du chômage et la croissance positive de l'emploi, les salaires réels ont baissé dans la majorité des pays du G20, les augmentations salariales n'ayant pas suivi le rythme de l'inflation l'année dernière, indique l'Organisation internationale du travail (OIT) dans son rapport prévisionnel pour 2024.
L'année dernière, le nombre de travailleurs vivant dans l'extrême pauvreté - gagnant moins de 2,15 $US par jour et par personne en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA) - a augmenté d'environ un million dans le monde, indique l'OIT.
Et le nombre de travailleurs vivant dans une pauvreté modérée a augmenté d'environ 8,4 millions (c'est-à-dire ceux qui gagnent moins de 3,65 dollars par jour et par personne en termes de PPA), ajoute le rapport.

NATASA ANDJELKOVIC ■

Crise et méditation

Dans une vie passée, le 1er mai fut régulièrement célébrée au Congo (Zaïre) par des défilés présidés par le Chef de l'État, par le Premier ministre-Chef du Gouvernement ou par un ministre, fût-il du Travail.
L'Exécutif national engageait alors de gros budgets pour accompagner les activités de cette journée qui met à l'honneur les travailleurs.
Rien de tel depuis (ou aujourd'hui) avec les différentes crises, les différentes guerres que connaît le pays.
Quand le monde entier célèbre le 1er mai, la fête du Travail, au Congo-RDC, cette journée se passe généralement dans la méditation.
Ni défilé, ni pagne frappé aux motifs en lien avec cette fête du Travail (ou des Travailleurs), ni activité officielle du Gouvernement sortant.
Même si le pays vit des crises, les questions ne manquent pas : quelle valeur a le travailleur congolais ? Reste qu'il est vrai que, selon certaines statistiques, le chômage frappe 90% des Congolais en âge de travailler.

INFRA-HUMAIN.

Dans les 10% de Congolais qui travaillent, les mêmes statistiques signalent que seuls 2% de ces personnes ont un emploi décent. Les 8% des personnes sont des fonctionnaires, des militaires, des policiers, des infirmiers, etc., sous-payés ou mal payés.
Ceux qui travaillent chez les Indo-Pakistannais vivent des moments cauchemardesques. Considérés comme des sous-hommes, ils ne sont soutenus ni par le gouvernement, ni par une quelconque structure pour améliorer leurs conditions sociales. Certains d'entre eux touchent l'équivalent de 30$US à la fin du mois. Maltraités dans leur propre pays, les travailleurs congolais sont abandonnés à leur triste sort, au point qu'il devient indécent de parler de la journée du 1er mai au Congo-Zaïre
La plupart de ceux qui travaillent dans des entreprises privées accusent plusieurs mois d'impayement. Ils sont obligés de célébrer le 1er mai dans ces conditions.
L'intersyndicale des travailleurs doit pouvoir monter au créneau pour dénoncer les conditions infra-humaines dans lesquelles vivent les travailleurs congolais. Il faut donc des colloques, des ateliers de réflexion ou d'échange en vue d'interpeller l'employeur qui exploite horriblement son personnel.

Un sourire après les larmes

Il n'est pas sorti en librairie, ni imprimé mais il fait courir. Des commandes passées et payées sur Internet. Nul ne veut rater cette histoire. Chacun veut avoir la première copie. Des invitations déboulent de partout par diverses associations.
Des médias demandent des interviewes. L'auteure raconte son histoire, explique, témoigne, fait comprendre.

COMMENT ELLE A SURVÉCU.
Trente ans après le génocide survenu au Rwanda, aux États-Unis, une survivante fait salle comble.
Le mois d'avril qui a vu cette tragédie se produire et dont les effets continuent de marquer la sous-région et, particulièrement le Congo-Zaïre, sous pression de l'État français sous François Mitterrand, invoquant l'humanité, qui avait ouvert ses portes aux génocidaires, offre une opportunité.
Dans des salles, des participants ont les yeux rouges. D'autres s'essuient une larme. L'histoire de Chantal Rutayisire Uwingabire fait grande émotion.
À Dallas, dans le Texas, dans des villages de l'État d'Iowa, l'auteure est là : elle partage son histoire au monde, explique comment toute jeune fille (une dizaine d'années), elle voit de ses propres yeux ses parents et sa famille être décimés par des génocidaires ; comment par miracle, elle est épargnée ; comment elle a vécu l'horreur absolue ; comment elle a vécu des mois durant dans la forêt et dans la brousse ; comment elle fut accueillie et sauvée par une famille Hutue ; comment elle a survécu des années durant ; comment après les larmes, elle reconstruit sa vie ; comment elle a retrouvé le sourire.

« En partageant nos histoires et nos expériences, nous nous assurons que les leçons du génocide ne seront pas oubliées », déclare depuis le Texas Chantal Rutayisire Uwingabire, l'auteure de A Smiles after Tears. DR.

C'est le titre de l'ouvrage sous presse : A Smile after Tears (Un Sourire après les larmes). La résilience.

« HONORONS NOS MÉMOIRES ».
« En partageant nos histoires, nous nous assurons que les leçons du génocide ne seront pas oubliées ; que ce qui s'est passé dans une autre vie, ne se reproduira plus jamais ni aujourd'hui, ni demain, sur cette terre des hommes. À travers le processus de guérison, souvenons-nous de tout ; éduquons nos contemporains ; honorons la mémoire de nos familles », déclare Chantal Rutayisire Uwingabire qui vit à Katy, dans la région de la grande agglomération de Houston, dans le Texas.
A-t-elle quitté son pays et l'Afrique pour oublier cette histoire ? « Non ! Elle reste africaine et fière de l'être ».
Certes, Dieu qu'elle prie chaque jour a accompli un miracle dans sa vie en lui donnant une vie qui lui permet de vivre, qui lui permet d'envoyer ses deux enfants (Brian et Neysa) à l'école, de leur assurer les soins, de leur garantir un avenir.
Si, dans A Smile after Tears, livre appelé à être traduit dans différentes langues, lors de ses conférences, dans ses interviewes, Chantal Rutayisire Uwingabire raconte le souvenir qui lui est resté de sa famille dont elle garde «heureusement quelques photos» qui lui font rappeler une vie, elle dit avoir trouvé son bonheur avec ses enfants pour lesquels, assure-t-elle, elle vit.
« Il faut savoir se transcender, travailler pour sa famille, avancer, ne pas se laisser gâcher la vie. Survivante, le conseil que je donne est que nous devons avancer et ne pas continuer à nous victimiser. Il faut nous mettre ensemble pour un avenir meilleur ».

ALUNGA MBUWA ■

À Goma, Tuungana lance un appel de solidarité pour les enfants déplacés de guerre

Dans la région de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu ravagée par d'interminables conflits et guerres, une lueur d'espoir renaît par une coopérative agro-pastorale et minière du nom de Tuungana (Tous ensemble) en langue Swahili dont la présidente est une figure inspirante, Mme Joanna Zaina Hakizinka, originaire de la province, qui se bat jour et nuit pour la nutrition et le bien-être des enfants déplacés des suites de ces crises qui entraînent des conséquences humanitaires atroces.

Depuis un temps, le mardi et le vendredi de chaque semaine, sur le site du camp de Lwashi, dans le quartier de Mugunga, commune de Karisimbi, dans la périphérie de Goma, la coopérative Tuungana qui intervient dans les domaines de l'élevage, de l'agriculture, de la santé, de l'hygiène, de l'éducation, de la formation, les mines artisanales, déploie d'incroyables efforts pour fournir un repas aux enfants qui en ont désespérément besoin.

Chaque mardi et et chaque vendredi, au site du camp Lwashi Mungunga, la coopérative agro-pastorale et minière Tuungana de Joanna Zaina Hakizinka, fournit deux repas aux enfants qui en ont désespérément besoin. DR.

DE 250 À 5.000 ENFANTS DÉSORMAIS.

Un geste altruiste amorcé au départ avec 250 enfants qui s'est rapidement transformé, dans cette ville au cœur des richesses et des tragédies du Congo, en une entreprise humanitaire majeure, touchant désormais plus de 5.000 enfants qui cherchent à manger et à boire mais qui ne sont nourris que deux fois la semaine. Une croissance exponentielle souligne l'ampleur du défi auquel la coopérative est confrontée.

Face à cette augmentation du nombre d'enfants qui ont besoin de vivre ou de survivre et, donc, de se nourrir et face à une demande qui grossit jour après jour, Joanna Zaina Hakizinka lance un appel pressant à toutes les entreprises, programmes RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) et philanthropes désireux de contribuer à cette noble cause.

«Tout don, aussi modeste soit-il, est crucial pour soutenir les efforts de Tuungana dans son action humanitaire vitale en faveur des enfants déplacés de guerre», confie cette femme d'action.

Malgré les défis rencontrés, la coopérative qui exerce ses activités sur toute l'étendue du pays mais surtout dans le Nord-Kivu et dans la ville province de Kinshasa, reste résolue à étendre ses interventions au-delà de l'alimentation des enfants.

En plus de ses activités agro-pastorales, la coopérative s'engage dans des programmes sociaux visant à fournir une éducation, une formation professionnelle et un soutien aux femmes déplacées par la guerre.

Ces initiatives sont conçues pour faciliter la réinsertion des femmes dans leur communauté après les traumatismes de la guerre, en leur offrant les compétences et les ressources nécessaires pour reconstruire leur vie.

Tuungana exprime sa gratitude envers ses partenaires (PAM, Programme Alimentaire Mondial, la banque commerciale Rawbank, etc.) pour leur soutien précieux, bien que plus d'aide soit nécessaire pour répondre à la demande croissante.

« Ensemble, avec le soutien de la communauté locale et des bienfaiteurs, la coopérative agro-pastorale et minière Tuungana aspire à étendre son impact humanitaire et à offrir un avenir meilleur aux enfants déplacés de guerre et aux femmes vulnérables de la région», souligne Joanna Zaina Hakizinka.

« En ces temps d'adversité, la solidarité et la générosité de chacun peuvent faire la différence dans la vie de ceux qui en ont le plus besoin», poursuit-elle. « La coopérative Tuungana incarne ces valeurs essentielles et inspire l'espoir d'un avenir plus juste et plus lumineux pour les communautés touchées par les ravages de la guerre», déclarait-elle déjà en mars 2018 à Catho-Bel, un média catholique belge.

« Dans ma jeunesse, mon père nous amenait visiter la ferme familiale à Masisi et la plantation de maïs dans le territoire de Rutshuru. Nous avons eu à côtoyer les réalités quotidiennes de la population rurale. C'est de cette approche qu'est née l'idée de trouver les opportunités pour leur développement et pour lutter contre la pauvreté. Dans mon parcours professionnel, j'ai toujours porté une attention particulière sur les questions liées au développement communautaire en milieu rural. De nos jours, le contraste que nous observons entre d'une part les potentialités dont regorge le pays, comme les ressources de son sol et de son sous- sol, les intelligences, les compétences et les talents et d'autre part, la précarité dans laquelle vivent les populations, m'ont interpellée et poussée à créer une structure afin de pouvoir apporter dans la mesure du possible, des solutions aux problèmes observés et de lutter contre la pauvreté pour un développement durable de la base. À la suite de cette réflexion, avec d'autres personnes, nous avons créé la coopérative Tuungana, qui signifie «Tous ensemble»».

ALUNGA MBUWA ■

Meilleur 2024 d'aventure Jeep Wrangler Gladiator

Le Wrangler et le Gladiator sont des tout-terrains des choix populaires pour les conducteurs qui empruntent fréquemment des routes et autoroutes plus accidentées et plus éloignées, qui s'aventurent régulièrement hors des sentiers battus ou qui pratiquent des sports de plein air tout au long de l'année. DR.

Difficile pour un véhicule d'obtenir le statut d'icône, mais la victoire répétée du Wrangler et du Gladiator en tant que meilleur véhicule d'aventure dans le cadre des Prix AutoHebdo 2024 donne l'impression que c'est facile.

Tout comme le mythique Jeep Wrangler, le Gladiator procède à une mise à jour importante pour son modèle 2024, tant sur le plan esthétique que technologique et mécanique. Visuellement, la camionnette diffère peu de l'année précédente puisque les changements s'avèrent subtils. Dorénavant, l'antenne radio est intégrée au pare-brise ce qui donne un design plus fluide et élimine les chicots de broussailles ou de branches d'arbres sur les sentiers. La grille de calandre redessinée comprend sept lattes verticales amincies qui améliorent le refroidissement du moteur. Par ailleurs, sept nouvelles jantes sont livrables.

Comme le modèle précédent, il est possible d'incliner le pare-brise. De plus, trois choix de toits et trois types de portières sont offerts. Neuf teintes de carrosseries sont proposées, dont le rouge, le bleu, l'argent, le vert et le jaune.

La planche de bord redessinée arbore des buses d'aérations rondes aux extrémités, mais elle affiche également un clin d'œil aux points cardinaux. Les couleurs, les motifs et les matériaux varieront en fonction de la mouture. Par exemple, les Gladiator Mojave ont des accents orangés, alors que les Rubicon sont plutôt rouges.

L'instrumentation conserve sa configuration dotée de deux cadrans analogiques et d'un ordinateur de bord mesurant 7 pouces. Les occupants bénéficient d'un nouvel écran de 12,3 pouces qui incorpore le système Uconnect 5 et dont les mises à jour se font à distance. Ce dernier s'avère cinq fois plus rapide que l'itération précédente, et l'affichage montre des couleurs plus riches.

La technologie permet de créer cinq profils d'utilisateurs et des paramètres comme la température, le réglage des sièges, les préférences musicales et le positionnement des rétroviseurs y seront sauvegardés. Un mode Valet est également fourni.

Vous retrouverez les habituelles commodités comme Apple CarPlay et Android Auto sans fil, le système de navigation TomTom livrable et le point d'accès sans fil 4G LTE auquel on peut connecter jusqu'à huit appareils.

PRÉPARÉ POUR LE HORS ROUTE.

Tous les modèles arborant l'écusson Trail Rated ou Desert Rated comprennent une série d'éléments pour le hors route. On retrouve notamment des différentiels Dana 44 à l'avant et l'arrière, une boîte de transfert à deux vitesses, des crochets d'arrimage, trois plaques de protection et une taille de pneu minimale de 32 pouces. La version Mojave utilise des amortisseurs FOX. Ses capacités hors route se traduisent également par des angles d'approche (jusqu'à 44,7 degrés) et de départ (jusqu'à 26 degrés) prononcés.

La garde au sol s'élève à 294,6 mm et le passage à gué monte à 800 mm.

Quatre systèmes 4x4 sont livrables, dont le Command-Trac, le Select-Trac et deux Rock-Trac. Sinon, les aventuriers pourront bénéficier de la fonction Jeep Adventures avec Trails Offroad à même l'infodivertissement.

Sans entrer dans les détails, il s'agit essentiellement d'un guide pour parcourir les divers chemins répertoriés en Amérique du Nord. Le pilote peut également tracer son propre trajet de même que consulter le niveau de difficulté des différents sentiers.

Certains détails demeurent inconnus pour le moment, puisque l'on ignore si le moteur turbodiesel fait son retour en 2024. Toutefois, le V6 de 3,6 litres Pentastar est livré de série sous le capot. Produisant 285 chevaux et 260 lb-pi de couple, il peut être jumelé à une boîte manuelle à 6 rapports ou à une transmission automatique qui compte 8 vitesses. En fonction de la version choisie, la capacité de remorquage varie entre 4.000 et 7.700 lb, alors que la charge utile de la caisse peut monter de 950 à 1.725 lb.

Toujours bâti sur un châssis en échelle, le Gladiator conserve la même configuration de suspension. En revanche, Jeep a apporté des améliorations structurelles pour réduire la sévérité des impacts latéraux.

Sur le plan de la sécurité, les deux rangées de sièges ont maintenant droit à des coussins gonflables latéraux. Pour 2024, le Gladiator propose des ceintures de sécurité munies de prétensionneurs et limiteurs de charge pour les occupants arrière.

Au moment d'écrire ces lignes, les prix du Jeep Gladiator n'étaient pas encore annoncés de même que certains détails en lien avec les différentes déclinaisons. On sait toutefois que l'ensemble AEV (American Expedition Vehicles) - qui ajoute des pièces et accessoires pour les véhicules tout-terrains - ne sera pas offert sur tous les marchés.

Notons qu'une équipe de plus de 20 experts automobiles recommande en toute confiance ces véhicules tout-terrain aux Canadiens à la recherche d'un véhicule conçu pour fonctionner au quotidien tout en assurant des années de plaisir en famille et d'aventures à venir.

Après avoir examiné tous les modèles de ce segment offerts aux Canadiens, y compris le Ford Bronco, le Toyota 4Runner, le Land Rover Defender et bien d'autres, le jury AutoHebdo 2024 a sélectionné les deux modèles Jeeps comme étant les meilleurs pour s'aventurer hors des sentiers battus.

Le Wrangler et le Gladiator constituent les meilleurs choix pour diverses raisons, mais leur robustesse dès la sortie d'usine a toujours été impressionnante. La disponibilité de cette plateforme en trois styles de carrosserie et avec de multiples options de transmission, y compris la puissance hybride rechargeable (PHEV) livrable sur le Wrangler, rend la gamme encore plus complète. Il est facile de construire votre machine idéale après avoir sélectionné le style de carrosserie et la transmission qui vous plaisent, pour choisir ensuite parmi une longue liste d'équipements et d'accessoires pour la personnaliser.

L'année-modèle 2024 apporte des mises à jour stylistiques aux deux modèles et une mise à jour majeure pour le Wrangler, qui est désormais muni de série d'un écran d'infodivertissement de 12,3 pouces et de la disponibilité du groupe motopropulseur 4xe PHEV sur un plus grand nombre de modèles.

La nouvelle technologie PowerBox transforme votre Wrangler en une génératrice mobile qui utilise la batterie hybride du moteur pour alimenter simultanément jusqu'à quatre accessoires de 120 volts. Il s'agit d'une nouvelle technologie intelligente adaptée à certaines des plateformes et des moteurs les plus éprouvés du segment.

avec AGENCES

Ces mythes sur le plaisir des femmes

Une femme de 54 ans déclare à sa fille qu'elle ignore où se trouve le clitoris.

Nagoski est titulaire d'un doctorat en comportements de santé, avec une spécialisation en sexualité humaine, et d'une maîtrise en conseil pédagogique, tous deux obtenus à l'université de l'Indiana. Il a récemment publié le livre «Come Together : The Science (and Art!) of Creating Lasting Sexual Connections».

La lubrification est absolument essentielle, mais si vous ressentez une douleur au contact des organes génitaux, parlez à un professionnel de la santé des crèmes à base d'œstrogènes, qui peuvent aider à restaurer ces tissus. DR.

Vous dites que l'un de vos objectifs est de démystifier les mythes sexuels courants qui font que les femmes «ne se sentent pas à la hauteur entre les draps». Quels sont certains de ces mythes ?
Mon Dieu, il y en a tellement ! Parlons seulement des mythes sur l'orgasme. C'est un mythe que la plupart des femmes ont un orgasme par pénétration : seulement 25 % d'entre elles y parviennent, les autres y parviennent parfois, rarement ou jamais. C'est un mythe de croire que nous aurons un orgasme la première fois que nous aurons des rapports sexuels : seulement 10 % des femmes y parviennent, et la plupart des orgasmes sont obtenus en touchant leurs propres organes génitaux. C'est un mythe de croire que l'orgasme est «le summum du plaisir» : c'est peut-être le cas, mais il existe de nombreuses autres façons d'éprouver un plaisir sexuel intense. En outre, tous les orgasmes ne sont pas du tout agréables. Il y a tellement de mythes que je pourrais littéralement les citer toute la journée.

Y a-t-il un mythe qui a été particulièrement préjudiciable aux femmes ?
Un mythe très dangereux est l'idée que l'on peut savoir ce qu'une personne veut ou aime en se basant sur ce que font ses organes génitaux. La réponse génitale indique simplement que le cerveau remarque quelque chose en rapport avec le sexe, mais cela ne signifie pas que la personne veut ou aime ce qui se passe. C'est ce qu'on appelle une «inadéquation de l'excitation».

La femme met-elle trop de pression sur l'orgasme ?
Les orgasmes n'ont d'importance que dans la mesure où vous décidez qu'ils en ont. S'ils sont très importants pour vous, tant mieux. S'ils ne le sont pas, c'est très bien aussi. S'ils sont importants pour vous, je vous recommande de savoir quel type de stimulation et dans quel contexte vous éprouvez le plus de plaisir. S'ils ne sont pas importants pour vous, je vous suggère d'améliorer la communication avec votre partenaire, afin qu'il/elle sache que ce n'est pas votre priorité et que vous préférez éprouver du plaisir sexuel d'une autre manière. Communiquez avec confiance et joie ; il s'agit de votre corps et de votre sexualité, c'est vous qui décidez comment et quand vous êtes touché(e).

Pas d'orgasmes, pas leur nombre, la fréquence des rapports sexuels ou l'envie de faire l'amour, mais de plaisir. «Le plaisir est la mesure», «le plaisir est ce qui compte» ?
D'une part, je dis que «le plaisir est la mesure» du bien-être sexuel, parce que c'est ce qu'indiquent les recherches. Lorsque les scientifiques s'adressent aux personnes qui s'identifient comme ayant une sexualité extraordinaire, ils ne parlent pas de désir et d'orgasme, mais d'authenticité, de vulnérabilité, d'empathie et de plaisir. Si nous voulons ressembler aux personnes qui ont le genre de relations sexuelles que beaucoup d'entre nous envient, plaçons le plaisir au centre et laissons le désir, l'orgasme et le reste s'occuper d'eux-mêmes. D'autre part, se concentrer sur le plaisir est un moyen sûr de s'assurer que l'on apprécie tous les aspects de la sexualité. Car si le désir nous fait parfois du bien, il est parfois douloureux, source de frustration et d'angoisse. Le plaisir, par définition, ne l'est pas. Je veux vivre dans un monde où nous n'avons que des relations sexuelles que nous aimons et où nous ne nous sentons pas mal de ne pas avoir de relations sexuelles que nous n'aimons pas. Je pense que c'est la partie la plus difficile.

«C'est le bon endroit, de la bonne manière, par la bonne personne, au bon moment, dans les bonnes circonstances extérieures et dans le bon état intérieur», etc. Quel est le rôle du «bon contexte» ?
Le plaisir est plus complexe et plus subtil que ce que la plupart d'entre nous avons été amenés à croire. D'un point de vue neurologique, il existe dans de petits «foyers hédoniques», qui sont réglés pour être plus ou moins sensibles au plaisir en fonction de l'état du cerveau. Lorsque le cerveau est stressé, les centres du plaisir sont réglés pour interpréter presque toutes les sensations comme une menace potentielle, même celles qui, dans un contexte différent, auraient pu être interprétées comme quelque chose à explorer avec curiosité. C'est lorsque le cerveau est dans un état de curiosité, de sécurité et/ou de jeu que ces centres du plaisir sont réglés pour interpréter presque n'importe quelle sensation comme agréable. L'importance neurologique du contexte explique pourquoi les chatouilles sont parfois agréables. Si vous êtes enjoué, excité et connecté avec un partenaire séduisant et confiant, il se peut que ses chatouilles vous fassent du bien. Mais que se passerait-il si ce même partenaire vous chatouillait alors que vous êtes en pleine dispute ? Ce serait intensément irritant. C'est la même sensation, c'est même le même partenaire, mais c'est un état interne différent, et votre cerveau l'interprète donc complètement différemment. C'est le pouvoir du contexte. Il faut noter aujourd'hui que lorsque les scientifiques veulent étudier l'orgasme, ils font des scanners cérébraux, car l'orgasme est une fonction cérébrale, contrairement à l'éjaculation, qui est un réflexe spinal. Ce que vous avez énuméré : les sensations, les hormones, les émotions et même les parties du corps, sont toutes des fonctions cérébrales en totalité ou au moins en partie. Les sensations sont perçues dans le cerveau, les émotions sont un produit du cerveau, les hormones influencent le cerveau, et le cerveau possède plusieurs cartes du corps entier, une carte pour percevoir les sensations et une carte pour organiser les fonctions motrices. Votre corps ne ressent rien sans que votre cerveau soit impliqué, vous n'avez pas de fantasmes, pas de connexion émotionnelle. Lorsque les gens ont des difficultés à atteindre l'orgasme, c'est presque toujours parce qu'il y a quelque chose dans le contexte, c'est-à-dire dans les circonstances extérieures et l'état intérieur, qui freine le cerveau.

À propos de cerveau, vous proposez un exercice : se mettre devant un miroir, le plus nu possible, et noter tout ce qui nous plaît dans ce que l'on voit. Et vous ajoutez : «Bien sûr, votre cerveau sera d'abord inondé de messages culturellement construits sur le fait que votre corps ne correspond pas à l'idéal culturellement construit». Comment cette idée du corps désirable a-t-elle affecté notre sexualité ?
La recherche est très cohérente sur ce point : l'image corporelle a un impact sur le fonctionnement sexuel. L'autocritique corporelle est associée à toutes les façons dont nous pouvons éprouver des problèmes de sexualité, du plaisir à l'excitation, au désir et à l'orgasme. Pour ressentir du plaisir dans son corps, il faut y porter son attention. Et si cela déclenche toutes sortes d'autocritiques, cela ralentira ou même arrêtera votre réponse sexuelle. En revanche, si, lorsque nous portons notre attention sur notre corps, nous ne ressentons que de l'acceptation de soi et même de la fierté, cela peut activer l'accélérateur sexuel dans notre cerveau.

Beaucoup d'entre nous ont grandi en croyant à un «récit démodé sur le fonctionnement du désir (...) qui n'est pas seulement incorrect, mais aussi malavisé». L'idée de «maintenir l'étincelle, la passion, dans les relations à long terme est une façon de simplifier à l'extrême le sexe et l'évolution». Pourquoi ?
Le «pourquoi» de cette simplification excessive de la science de l'évolution pourrait faire l'objet d'un livre entier, mais en gros, l'idée que le sexe est censé être une question d'excitation et d'humeur «j'ai hâte de mettre ma langue dans ta bouche» repose sur l'idée que l'expérience amusante de tomber amoureux est et devrait être la même que celle d'être amoureux. Lorsque deux personnes commencent à se connaître et tombent amoureuses, elles passent beaucoup de temps ensemble à faire des choses sexy, parfois même au détriment d'autres aspects de leur vie. Mais lorsqu'ils sont déjà amoureux et que leur relation est établie, ils passent leur temps ensemble à vivre leur vie normale. Ce n'est pas un problème, c'est inévitable, et pour les personnes qui souhaitent une relation sexuelle à long terme avec une personne avec laquelle elles partagent également un foyer et même des enfants, c'est précisément l'objectif ! Votre relation sexuelle peut être un atout supplémentaire, une source de plaisir qui contribue à la qualité de votre vie commune. Non pas qu'il y ait quoi que ce soit de mal à vouloir et à créer une «étincelle». Partager le plaisir sexuel fait partie de la façon dont j'exprime mon amour, et je veillerai donc à réserver suffisamment de temps, d'énergie et d'attention pour pouvoir partager des moments sexy avec la personne qui m'est chère. C'est ainsi que procèdent les couples qui ont une relation sexuelle solide à long terme. J'ai eu la sagesse d'apprendre de son exemple, et ma relation est meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été depuis treize ans que nous sommes ensemble. Retenons que l'idée que les changements hormonaux associés au vieillissement normal signifient que notre sexualité est vouée à l'échec fait partie du mythe du «désir impératif».
Il n'y a pas d'impact direct des hormones sexuelles sur le fonctionnement de la sexualité, y compris le désir et le plaisir sexuels, à une exception près : avec des niveaux d'œstrogènes plus faibles, les tissus génitaux peuvent devenir plus fragiles, ce qui entraîne des douleurs.

MARG. RODRÍGUEZ ■

Zelensky revigoré avec les puissants missiles livrés en secret par Washington

Ses nouvelles armes américaines à la main livrées secrètement - des missiles à longue portées pouvant atteindre 300 kms jusqu'à l'intérieur du territoire russe - le président ukrainien Volodymyr Zelensky annonce un retour des flammes contre le président russe, Vladimir Poutine. «Ce que l'occupant russe a pu faire pendant cette période, ce que Poutine prépare maintenant, nous devrons le lui rendre», a déclaré Volodymyr Zelensky.

Des missiles à longue portée pouvant atteindre 300 kms, Volodymyr Zelensky annonce un retour des flammes contre Vladimir Poutine. DR.

L'Ukraine a commencé à utiliser contre la Russie des missiles balistiques de plus longue portée qui lui ont été secrètement fournis par Washington, ont confirmé des responsables américains. Les armes ont été envoyées dans le cadre d'un programme d'aide américain antérieur et sont arrivées ce mois-ci. Les responsables ont déclaré que la livraison n'avait pas été annoncée publiquement afin de préserver la «sécurité opérationnelle» de l'Ukraine.

Les missiles ont déjà été utilisés au moins une fois contre des cibles russes dans la péninsule occupée de Crimée. D'autres armes américaines devraient arriver prochainement après que le président américain Joe Biden a signé mercredi 2' avril un nouveau programme d'aide économique et militaire de 61 milliards de $US en faveur de l'Ukraine. Le MGM-140 ATACMS est un missile balistique tactique conçu et fabriqué par la société de défense américaine Lockheed Martin. Cette arme utilise un combustible solide, mesure environ 4 mètres de long et a un diamètre de 60,96 centimètres. Le missile est équipé d'une ogive à fragmentation WDU-18 de 226 kilogrammes.

La version la plus récente livrée par les États-Unis a la plus longue portée : 300 km, avec un système de navigation inertielle assisté par GPS. Il peut être lancé à partir d'une plate-forme de lancement multiple M270 ou du système de missiles d'artillerie à haute mobilité M142, mieux connu sous l'acronyme HIMARS.

WASHINGTON CRAIGNAIT UNE ESCALADE.

Il s'agit d'un système d'artillerie sol-sol conventionnel capable d'atteindre des cibles plus éloignées que les autres canons, roquettes et missiles militaires. Auparavant, les États-Unis avaient fourni à l'Ukraine une version de missiles ATACMS de moyenne portée, mais avaient résisté à l'envoi de missiles plus puissants, en partie parce qu'ils estimaient que cela risquait de compromettre leur propre préparation à la défense.

Les responsables américains craignaient également que les Ukrainiens n'utilisent ces armes pour attaquer le territoire russe, provoquant ainsi une escalade du conflit, selon la chaîne de télévision NBC. L'Ukraine demandait le système à plus longue portée depuis un certain temps et le président Joe Biden a donné son feu vert à la livraison en secret en février dernier. C'était «sur ordre direct du président», a déclaré mercredi 24 avril le porte-parole du département d'État Vedant Patel. Les États-Unis «ne l'ont pas annoncé lorsque l'ordre a été donné de maintenir la sécurité opérationnelle demandée par l'Ukraine», a expliqué le porte-parole. L'augmentation de la portée des ATACMS a permis à l'Ukraine de frapper plus profondément les zones tenues par les Russes, en particulier leurs bases, leurs dépôts et leurs centres logistiques. Selon les médias américains, ces missiles ont d'abord été utilisés contre une piste d'atterrissage russe en Crimée occupée, puis lors d'une attaque contre les troupes russes dans la ville portuaire occupée de Berdyansk dans la nuit de mardi à mercredi de la semaine dernière.

On ne sait pas exactement combien de missiles ont été envoyés jusqu'à présent, mais le conseiller américain à la sécurité nationale, Jake Sullivan, a déclaré que Washington prévoyait d'en envoyer davantage. «Ils feront la différence», a déclaré Jake Sullivan. « Mais, comme je l'ai déjà dit, il n'y a pas de solution miracle ».

La livraison de ces nouvelles armes fait suite aux demandes répétées d'aide adressées par Kiev à l'Occident, ses stocks de munitions s'étant épuisés alors que les Russes progressaient. Après des mois de débats et d'impasse au Congrès américain, un nouveau programme d'aide a finalement été approuvé et signé par le président américain mercredi 24 avril.

Cette nouvelle aide, d'un montant de 61 milliards de $US, comprend notamment l'envoi d'armes supplémentaires. Ce chiffre dépasse le total de 44 milliards de $US d'aide que les États-Unis ont envoyé jusqu'à présent depuis le début de l'invasion russe. «Cela va rendre l'Amérique plus sûre, cela va rendre le monde plus sûr», a déclaré Joe Biden après avoir autorisé cette nouvelle aide.

Pour sa part, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a déclaré : « Nous allons maintenant tout faire pour rattraper la demi-année passée en débats et en doutes». «Ce que l'occupant russe a pu faire pendant cette période, ce que Poutine prépare maintenant, nous devrons le lui rendre», a-t-il déclaré.

Volodymyr Zelensky a récemment prévenu qu'il fallait s'attendre à une offensive russe dans les semaines à venir, après que l'Ukraine a perdu la ville d'Avdiivka au cours de l'hiver.

Les forces ukrainiennes ont souffert d'une pénurie de munitions et de systèmes de défense aérienne au cours des derniers mois, et les responsables ukrainiens attribuent les pertes en vies humaines et en territoires au retard de l'assistance militaire des États-Unis et d'autres alliés occidentaux. Selon Jake Sullivan, il est «certainement possible que la Russie réalise de nouveaux gains tactiques dans les semaines à venir».

KATHRYN ARMSTRONG ■ CHRIS PARTRIDGE ■

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

LE SOFT THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER
international
SINCE 1989

LE SOFT
international
SINCE 1989

Ce qu'il fera s'il est élu

Il est tellement craint dans le monde - surtout en Europe, dans l'espace Schengen - que la perspective de plus en plus sérieuse de son retour à la Maison Blanche inquiète.

En dépit de ses ennuis judiciaires qui paraissent ne pas désamorcer sa popularité, la loi américaine n'interdit pas à un candidat, même s'il est en prison, de concourir à une élection. Aux primaires des Républicains, l'ancien président a sorti tous ses prétendants sans quasiment beaucoup d'efforts même si son ancienne ambassadeure Nikki Haley a résisté avant de jeter l'éponge après la victoire fracassante de Trump, début mars, au Super Tuesday. Trump est présentement à la Cour suprême de l'État de New York, avec 34 chefs d'accusation pour falsification de dossiers commerciaux liés aux paiements versés à la star de cinéma pour adultes Stormy Daniels lors de sa campagne présidentielle de 2016. Et il lui est promis des perspectives de prison. «Cela ne l'empêchera pas nullement de se présenter et de l'emporter », selon tous les analystes. « S'il gagne… » : c'est le grand titre du magazine américain Time avec une grande photo en noir et blanc pleine page de Donald Trump, assis, visage déterminé et œil inquisiteur dirigé vers l'objectif. S'ensuit une longue enquête construite à partir de deux entretiens avec le candidat républicain et de conversations avec plus d'une douzaine de ses conseillers et confidents. Time résume tout dès le premier paragraphe : Une présidence Trump serait « une présidence impériale qui remodèlerait l'Amérique et son rôle dans le monde. Pour mener à bien une opération d'expulsion destinée à expulser du pays plus de 11 millions de personnes, Trump affirme qu'il serait prêt à construire des camps de détention pour migrants et à déployer l'armée américaine, à la fois à la frontière et à l'intérieur du pays ». Time poursuit : « Il laisserait les États conservateurs surveiller les grossesses des femmes et poursuivre en justice celles qui violent l'interdiction de l'avortement. Il retiendrait, à sa discrétion personnelle, les fonds alloués par le Congrès, selon les principaux conseillers. Il serait prêt à licencier tout procureur américain qui n'exécuterait pas son ordre de poursuivre quelqu'un, rompant ainsi avec une tradition d'application indépendante de la loi qui remonte à la fondation de l'Amérique. Il envisage l'amnistie pour chacun de ses partisans accusés d'avoir attaqué le Capitole américain le 6 janvier 2021, dont plus de 800 ont plaidé coupables ou ont été reconnus coupables par un jury. Il pourrait ne pas venir en aide à un allié attaqué en Europe ou en Asie s'il estimait que ce pays ne payait pas suffisamment pour sa propre défense ».

Ses ennuis judiciaires face à la Cour suprême de l'État de New York n'affectent pas la perspective d'un retour à la Maison Blanche de l'ancien président Donald Trump. CURTIS MEANS- REUTERS.

«LA DICTATURE ? BEAUCOUP DE GENS AIMENT…».

Enfin, pointe encore Time : « Donald Trump viderait la fonction publique américaine, déploierait la Garde nationale dans les villes américaines comme bon lui semble, fermerait le bureau de préparation à la pandémie de la Maison Blanche et doterait son administration d'acolytes qui soutiennent sa fausse affirmation selon laquelle les élections de 2020 ont été volées ». Et puis deux éléments encore de cette enquête du magazine américain Time, des éléments mis en avant par le quotidien français Le Figaro à Paris : «Lorsque le journaliste du Time demande à Donald Trump s'il a l'intention de «s'en prendre» aux Biden s'il est réélu, Trump répond : si les neuf juges de la Cour suprême – dont trois ont été nommés par lui-même – ne lui accordent pas l'immunité, alors, «Biden, j'en suis sûr, dit-il, sera poursuivi pour tous ses crimes, car il a commis de nombreux crimes». Des remarques qui font craindre au magazine américaine que Trump n'instrumentalise la justice à des fins de vengeance personnelle. Quand enfin le journaliste du Time lui demande : «ne voyez-vous pas pourquoi de nombreux Américains considèrent vos discours sur la dictature comme contraires à nos principes les plus chers ?» L'ancien président républicain (conservateur) et seul candidat républicain balaie la remarque d'un revers de la main : « Je pense, répond-il, que beaucoup de gens aiment ça»».

Notons que l'ancien président a été condamné à payer 9.000 $US pour n'avoir pas respecté le « gag order », l'injonction au silence imposée avant le début du procès par le juge Merchan. Donald Trump devait s'abstenir de tout commentaire sur les témoins, notamment son avocat Michael Cohen ou l'ancienne actrice Stormy Daniels et sur les membres du jury et de la cour. Mais il a manifestement voulu tester les limites, notamment en relayant sur les réseaux sociaux des publications dont il n'était pas l'auteur. Pour le juge, reposter c'est donc approuver et il a condamné Donal Trump à l'amende maximale de 1.000 $US pour chacune des neuf infractions constatées. Avec un avertissement : si cela recommence, cela pourrait être la prison. Donald Trump s'est donc exécuté en supprimant les neuf publications en question, mais de mauvaise grâce puisque, dans l'une d'entre elles postée sur son réseau social personnel, il accuse le juge de le priver de son droit à la liberté d'expression et de faire de lui le seul candidat à la présidentielle bâillonné de l'histoire. C'est en silence que l'ancien président a dû entendre mardi 30 avril le témoignage de l'avocat d'une ancienne playmate qui affirmait que Donald Trump avait entretenu une relation extraconjugale avec elle. Son histoire avait été achetée pour être enterrée par les amis de l'ancien président. Elle est désormais largement publique.

avec AGENCES ■

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger propriété de FINANCE PRESS GROUP en abrégé FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
Radio Télé Action
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse belges. Accords spéciaux. Belgique. Trends. Trends, Tendances. Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2024 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

ICP InterCongoPrinters

THE NEWSPAPER LE SOFT INTERNATIONAL IS PUBLISHED BY FINPRESS GROUP BRUSSELS PARIS KINSHASA WORLD DISTRIBUTION PRESSHOP BRUSSELS.